Statistiques économiques

Financement

à long terme

du secteur public

québécois

1986

Bureau de la statistique du Québec

Pour tout renseignement concernant le BSQ
et les données statistiques qui y sont disponibles,
s'adresser au:

Bureau de la statistique du Québec
117, rue Saint-André
Québec (Québec)
G1K 3Y3
Tél.: (418) 643-5116

ou

1410, rue Stanley, 3e étage
Montréal (Québec)
H3A 1P8
Tél.: (514) 873-4722

ou

Tél.: 1-800-463-4090
(aucun frais d'appel)

Dépôt légal
Bibliothèque nationale du Québec
Deuxième trimestre 1986
ISBN 2-550-17538-7

Tirage limité
Toute reproduction ou utilisation du contenu
de cette publication est autorisée à condition
de mentionner la source.

Présentation

Cette publication annuelle du Bureau de la statistique du Québec traite des emprunts à long terme du secteur public québécois et de ses composantes. Son but est de répondre aux besoins des utilisateurs d'informations relatives aux activités financières des administrations et entreprises publiques en recueillant de façon uniforme et régulière des données propres à chacune d'entre elles. Elle constitue aussi une base de données comparables, d'un niveau de gouvernement à l'autre et d'une période de référence à l'autre.

Fruit d'une enquête menée par la Direction des statistiques financières, elle informe sur la demande de financement à long terme du secteur public québécois et sur son comportement comme emprunteur sur les marchés des capitaux.

Direction des statistiques
financières
Mai 1987

Signes conventionnels

..	Donnée non disponible
...	N'ayant pas lieu de figurer
-	Néant ou zéro
--	Nombre infime
r	Donnée révisée
p	Donnée provisoire

Abréviations

DM	Mark allemand
Euro	Euro-dollars
FL	Florin hollandais
FS	Franc suisse
LS	Livre sterling
US	Dollar américain
YJ	Yen japonais

Avertissement: En raison de l'arrondissement des données, le total ne correspond pas nécessairement à la somme des parties.

Cette publication a été réalisée par:

Sylvie Jean
de la Direction des statistiques financières

Pour tout renseignement concernant le contenu de cette publication:

Direction des statistiques financières
Bureau de la statistique du Québec
117, rue Saint-André, 4e étage
Québec (Québec)
G1K 3Y3
Tél.: (418) 643-5020

	Introduction	11
Partie I Faits saillants	Chapitre 1 Le financement obtenu par le secteur public québécois en 1986	15
	La demande globale de financement	15
	La demande de financement par composante	17
	Le financement selon la monnaie	20
	Chapitre 2 Les emprunts du secteur public québécois sur les marchés financiers	25
	La valeur nominale des emprunts bruts annuels	25
	Le coût réel à l'emprunteur	27
	La politique monétaire	27
	La durée des emprunts	30
	Conclusion	33
Partie II Détail des emprunts à long terme du secteur public québécois	Tableaux statistiques	35
	Annexe Notes méthodologiques	67

Liste des tableaux

A Emprunts bruts à long terme et indicateurs économiques, 1982-1986 15

B Part relative des composantes du secteur public québécois dans la demande de financement, 1985-1986 19

C Répartition en pourcentage des emprunts à long terme du secteur public québécois selon la monnaie, par organisme, 1985 et 1986 21

D Répartition en pourcentage des emprunts à long terme du secteur public québécois selon l'emprunteur, par monnaie, 1985-1986 26

1 Financement à long terme du secteur public québécois et indicateurs économiques, 1982-1986 37

2 Valeur annuelle des emprunts à long terme du secteur public québécois selon la monnaie, 1981-1986 38

3 Valeur annuelle des emprunts à long terme du secteur public québécois selon l'emprunteur 1981-1986 39

4 Valeur annuelle des emprunts à long terme des administrations publiques locales selon le mode de vente et la monnaie, Québec, 1981-1986 40

5 Valeur annuelle des emprunts à long terme des institutions publiques d'éducation, de santé et de services sociaux, Québec, 1981-1986 41

6 Coût réel moyen pondéré des emprunts à long terme du secteur public québécois, 1985 et 1986 42

7 Durée moyenne pondérée des emprunts à long terme du secteur public québécois, 1985 et 1986 43

8 Coût réel moyen pondéré des emprunts à long terme du secteur public québécois selon la monnaie, janvier-décembre 1986 44

9 Coût réel moyen et durée moyenne pondérés des emprunts à long terme du gouvernement du Québec, janvier-décembre 1986 46

10 Coût réel moyen et durée moyenne pondérés des emprunts à long terme des administrations publiques locales selon le mode de vente et la monnaie, Québec, janvier-décembre 1986 48

11 Coût réel moyen et durée moyenne pondérés des emprunts à long terme d'Hydro-Québec, janvier-décembre 1986 49

12 Coût réel moyen et durée moyenne pondérés des emprunts à long terme des commissions scolaires, Québec, janvier-décembre 1986 50

13 Valeur mensuelle des emprunts à long terme des administrations publiques locales selon le mode de vente et la monnaie, Québec, janvier-décembre 1986 51

14 Valeur mensuelle des emprunts à long terme du secteur public québécois selon l'emprunteur, janvier-décembre 1986 52

15 Valeur mensuelle des emprunts à long terme du secteur public québécois selon la monnaie, janvier-décembre 1986 54

16 Valeur mensuelle des emprunts à long terme du gouvernement du Québec selon le mode de vente et la monnaie, janvier-décembre 1986 56

17 Valeur mensuelle des emprunts à long terme des commissions scolaires, Québec, janvier-décembre 1986 58

18 Détail des emprunts à long terme du gouvernement du Québec (ministères), janvier-décembre 1986 59

19 Détail des emprunts à long terme du gouvernement du Québec (fonds spéciaux), janvier-décembre 1986 61

20 Détail des emprunts à long terme des cégeps, Québec, janvier-décembre 1986 62

21 Détail des emprunts à long terme des établissements publics de santé et de services sociaux, Québec, janvier-décembre 1986 63

22 Détail des emprunts à long terme de l'université du Québec, janvier-décembre 1986 64

23 Détail des emprunts à long terme des communautés urbaines et régionales, janvier-décembre 1986 64

24 Détail des emprunts à long terme d'Hydro-Québec, janvier-décembre 1986 65

25 Détail des emprunts à long terme des entreprises publiques de transport en commun, Québec, janvier-décembre 1986 66

Liste des graphiques

1 Emprunts à long terme du secteur public québécois, par organisme, 1981-1986 17

2 Variations des emprunts à long terme du secteur public québécois, en pourcentage, 1986/1985 18

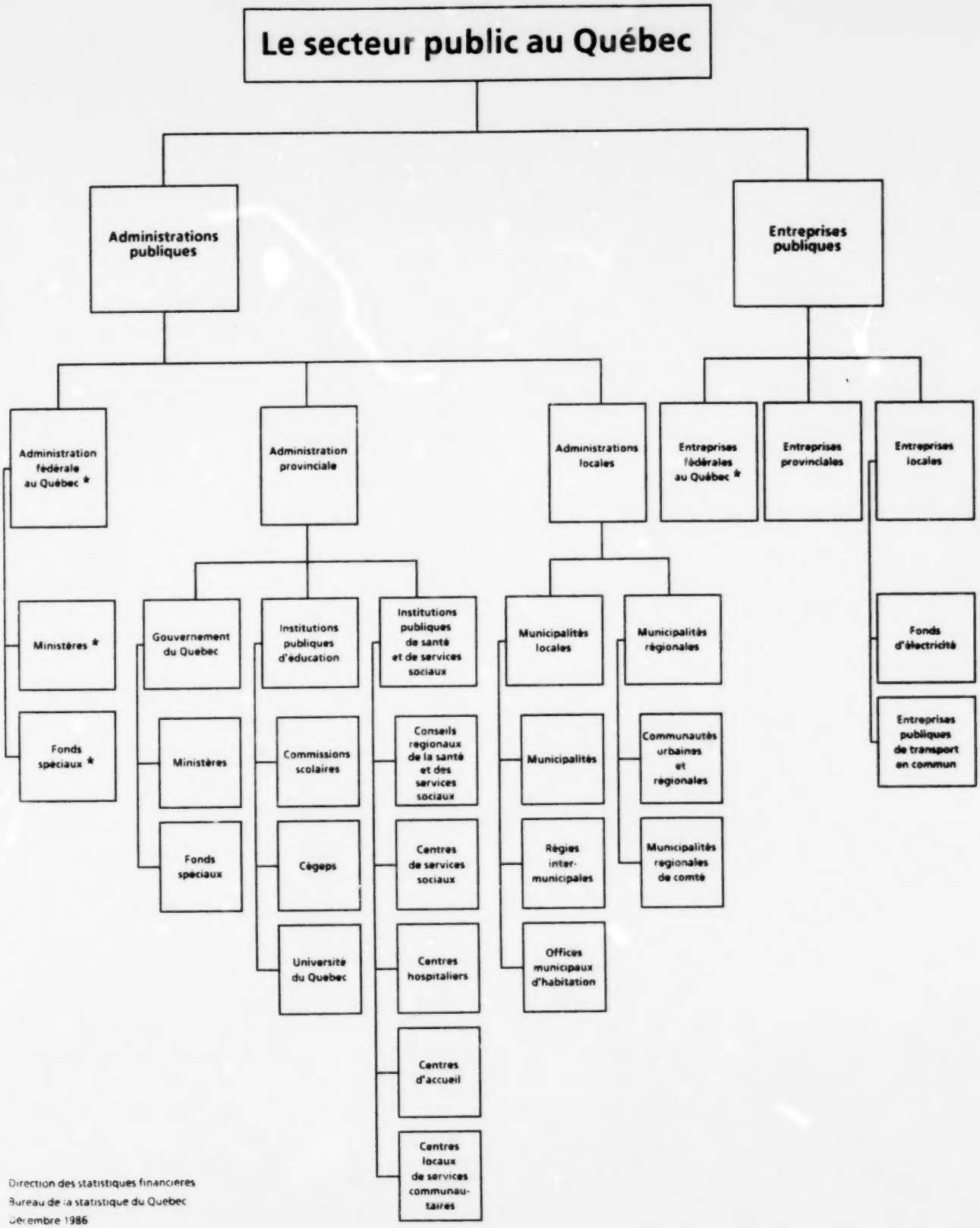
3 Emprunts à long terme du secteur public québécois selon la monnaie, 1981-1986 22

4 Écart entre les taux d'intérêt au Canada et aux États-Unis, 1984-1986 28

5 Taux de rendement des obligations du secteur public québécois et du gouvernement du Canada, janvier-décembre 1986 29

6 Durée moyenne pondérée des emprunts à long terme pour certaines composantes 30

Le secteur public au Québec



Direction des statistiques financières
Bureau de la statistique du Québec
Décembre 1986

* L'administration et les entreprises fédérales au Québec ne sont pas couvertes dans cette publication.

La publication Financement à long terme du secteur public québécois comporte deux parties. La première partie présente les faits saillants de la demande de crédits du secteur public québécois selon les principales caractéristiques, telles l'origine de la demande de fonds ainsi que les sources de financement à long terme.

Cette partie situe également le secteur public québécois en tant qu'emprunteur sur les marchés des capitaux, en évaluant la part relative de ses emprunts à long terme au Canada et en identifiant les bénéficiaires des fonds provenant de ces marchés financiers. De plus, elle décrit le comportement des coûts réels des emprunts du secteur public québécois. Ces constatations précèdent un bref exposé sur l'évolution de la situation financière en 1986. Cette première partie se termine par un examen de la durée des emprunts à long terme du secteur public québécois.

La deuxième partie se compose d'une série de tableaux statistiques. Ces derniers fournissent l'information détaillée des emprunts à long terme de la plupart des composantes du secteur public québécois. Les municipalités et les commissions scolaires font exception étant donné le grand nombre d'emprunts de ces composantes. À partir de ces tableaux de base sont construits des tableaux de classification selon les caractéristiques d'emprunts. On y retrouve des tableaux qui présentent la valeur totale des emprunts à long terme du secteur public ainsi que les coûts réels moyens sur une base mensuelle et annuelle, selon l'emprunteur et la monnaie, de même qu'un tableau sur la durée moyenne des emprunts.

Les notes méthodologiques que l'on retrouve à l'annexe renferment une information de base sur les emprunts bruts du secteur public que le lecteur aurait intérêt à consulter avant d'entreprendre la lecture de la publication.

Certains changements ont été apportés à la présente publication. L'annexe 2 qui présentait, à titre d'information, la liste des organismes composant le secteur public québécois a été retirée de la publication. En effet, la publication Univers du secteur public au Québec étant maintenant publiée à chaque année, on pourra s'y référer pour avoir cette liste.

On notera aussi que dans les tableaux les institutions publiques d'éducation, de santé et de services sociaux sont maintenant divisées en deux, à savoir les institutions publiques d'éducation et les institutions publiques de santé et de services sociaux, suivant en cela les modifications apportées à l'Univers.

La demande globale de financement

Après avoir enregistré une hausse de 13,4 % en 1985, les emprunts bruts à long terme du secteur public québécois augmentent de 22,1 % en 1986. Ils se chiffrent à 9,2 milliards de dollars comparativement à 7,5 milliards de dollars en 1985. Cette hausse est imputable à la plupart des composantes du secteur public.

Parmi les composantes qui ont augmenté leurs emprunts, le gouvernement du Québec compte pour 81,5 % de la hausse en 1986, les administrations locales 11,3 % et les entreprises publiques 8,4 %. L'augmentation peut s'expliquer par le refinancement d'emprunts venant à échéance, ce n'est pas une indication de l'accroissement de la dette, mais plutôt de la demande de capitaux à long terme. Seuls les cégeps, l'université du Québec, les institutions de santé et de services sociaux et Sidbec ont diminué leurs emprunts. Le taux de croissance annuel composé des emprunts pour l'ensemble de la période 1982-1986 a été, pour sa part, de 6,0 % comme l'indique le tableau A.

Les effets conjugués de la hausse des emprunts du secteur public québécois et de la faible augmentation de la population se traduisent par une augmentation des emprunts publics bruts annuels per capita. De 1 145 $ qu'ils étaient en 1985, ils représentent 1 389 $ en 1986.

Au niveau canadien, le montant des émissions brutes d'obligations directes ou garanties par le gouvernement du Canada, les provinces et les municipalités permet de situer de façon approximative la demande globale de financement du secteur public québécois par rapport à l'ensemble du secteur public canadien.

Tableau A
Emprunts bruts à long terme et indicateurs économiques, 1982-1986

	1982	1983	1984	1985	1986	Taux de croissance 83-82	84-83	85-84	86-85	Taux annuel composé 86-82
	000 000 $					%				%
Secteur public québécois	7 281	6 092	6 648	7 539	9 205	-16,3	9,1	13,4	22,1	6,0
Gouvernement du Canada[1]	21 866	25 285	29 869	34 921r	26 319	15,6	18,1	16,9	-24,6	4,7
Provinces et municipalités (Canada)[1]	20 384r	18 088r	16 983r	16 272r	19 342	-11,3	-6,1	-4,2	18,9	-1,3
PIB au prix du marché	84 009	90 432	97 631	104 935	..	7,6	8,0	7,5	..	..
Revenu personnel	77 761	81 641	88 219	94 840	..	5,0	8,1	7,5	..	..

1. Obligations émises ou garanties.

Sources: Banque du Canada. Revue de la Banque du Canada. Février 1987.
Bureau de la statistique du Québec.

Ainsi, comparativement à la hausse de 22,1 % des emprunts du secteur public québécois, les organismes publics provinciaux et municipaux du Canada, incluant le Québec, affichent avec 19,3 milliards de dollars empruntés en 1986 une hausse de 18,9 % de leur demande de crédit. Quant au gouvernement du Canada, il baisse ses emprunts de 24,6 % pour les porter à 26,3 milliards de dollars. La part du secteur public québécois dans la demande globale de financement de l'ensemble du Canada passe ainsi de 14,7 % en 1985 à 20,2 % en 1986.

Compte tenu de certains facteurs structurels, la demande de financement du secteur public québécois se situe à un niveau plus élevé qu'ailleurs au Canada. À titre de comparaison, mentionnons qu'en 1986, les emprunts bruts des provinces et des municipalités représentent 756 $ per capita contre 1 389 $ au Québec[1].

Plusieurs facteurs se conjuguent pour expliquer cette demande relativement importante de financement du secteur public québécois en regard du secteur public canadien. Notons les rôles différents que jouent la Caisse de dépôt et placement du Québec et le Régime de pensions du Canada (RPC) dans le financement de ces secteurs publics respectifs ainsi que le fardeau d'endettement au palier municipal relativement plus élevé au Québec en raison des méthodes différentes de financement des infrastructures.

En effet, la demande relativement élevée de capitaux faite par le secteur public québécois, et en particulier par le gouvernement du Québec, dépend en partie des politiques de placement de la Caisse de dépôt et placement du Québec qui diffèrent de celles du Régime de pensions du Canada (RPC). Brièvement, mentionnons que les contributions perçues dans les autres provinces en vertu du RPC sont investies en obligations à long terme de chaque province. Ces obligations non négociables ne sont pas comptabilisées comme des emprunts publics par les gouvernements de ces provinces.

Les fonds de la Caisse de dépôt et placement du Québec sont investis non seulement dans l'achat d'obligations des différents organismes du secteur public québécois, mais aussi dans l'acquisition de titres du secteur privé. Les emprunts du secteur québécois auprès de la Caisse de dépôt et placement sont négociés aux taux prévalant sur le marché financier et sont comptabilisés parmi les emprunts à long terme du secteur public.

Enfin, les coûts encourus pour viabiliser les terrains au Québec sont financés par les emprunts obligataires des municipalités alors qu'ils sont généralement financés par des emprunts hypothécaires des particuliers dans les autres provinces. Il s'ensuit que le fardeau hypothécaire assumé par les propriétaires individuels est moins élevé au Québec, tandis que l'endettement assumé par les municipalités est plus important. Ce facteur explique une demande de financement relativement plus élevée de la part des municipalités du Québec que celle des autres provinces.

De 1982 à 1986, la demande de financement du secteur public québécois connaît certaines variations.

---

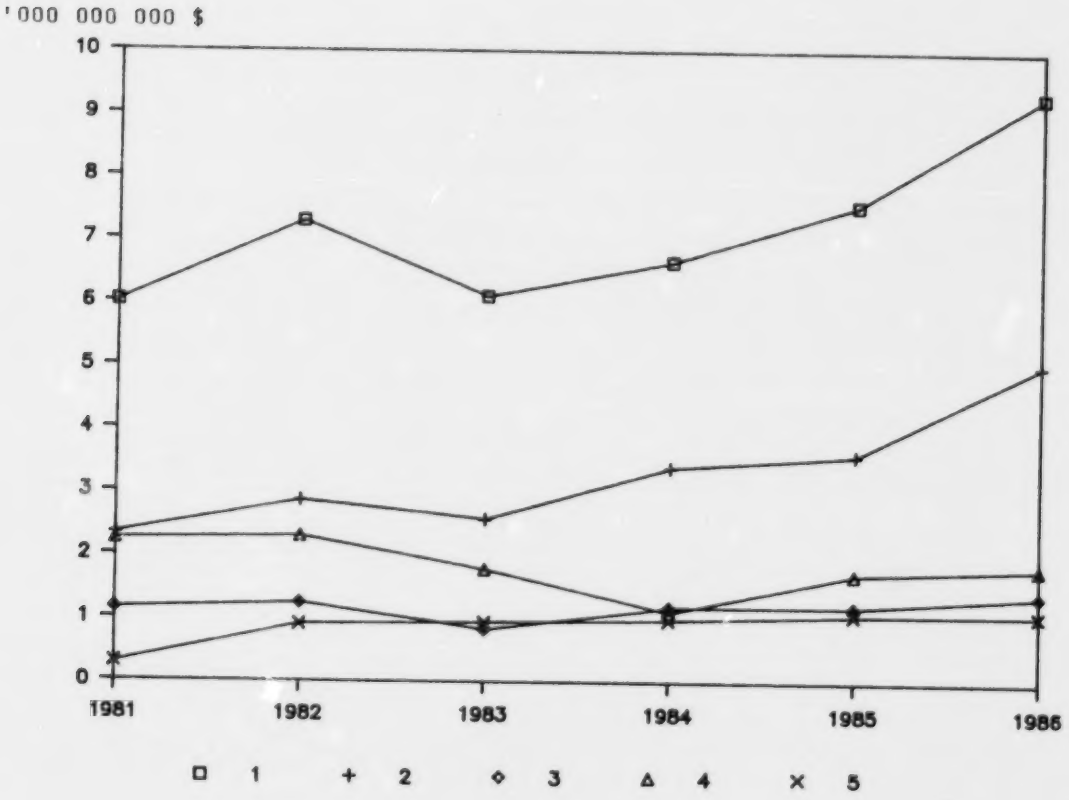
1. Sources: Banque du Canada. Revue de la Banque du Canada. Février 1987.
Bureau de la statistique du Québec.

Ces mouvements irréguliers sont dus, bien sûr, à des écarts significatifs d'une année à l'autre dans les sommes empruntées par les principaux intervenants du secteur public québécois mais également à l'apparition sporadique de quelques entreprises publiques sur les marchés financiers. La hausse de la demande de financement du secteur public québécois, en 1986, résulte principalement de la hausse significative des emprunts du gouvernement du Québec.

La demande de financement par composante

Le gouvernement du Québec a enregistré en 1986 une augmentation de 37,9 % de ses emprunts par rapport à 1985 et il demeure ainsi l'emprunteur le plus important du secteur public québécois avec des emprunts d'une valeur globale de 5,0 milliards de dollars (4,1 milliards pour les ministères et 0,9 milliard pour les fonds spéciaux).

Graphique 1
Emprunts à long terme du secteur public québécois, par organisme, 1981-1986



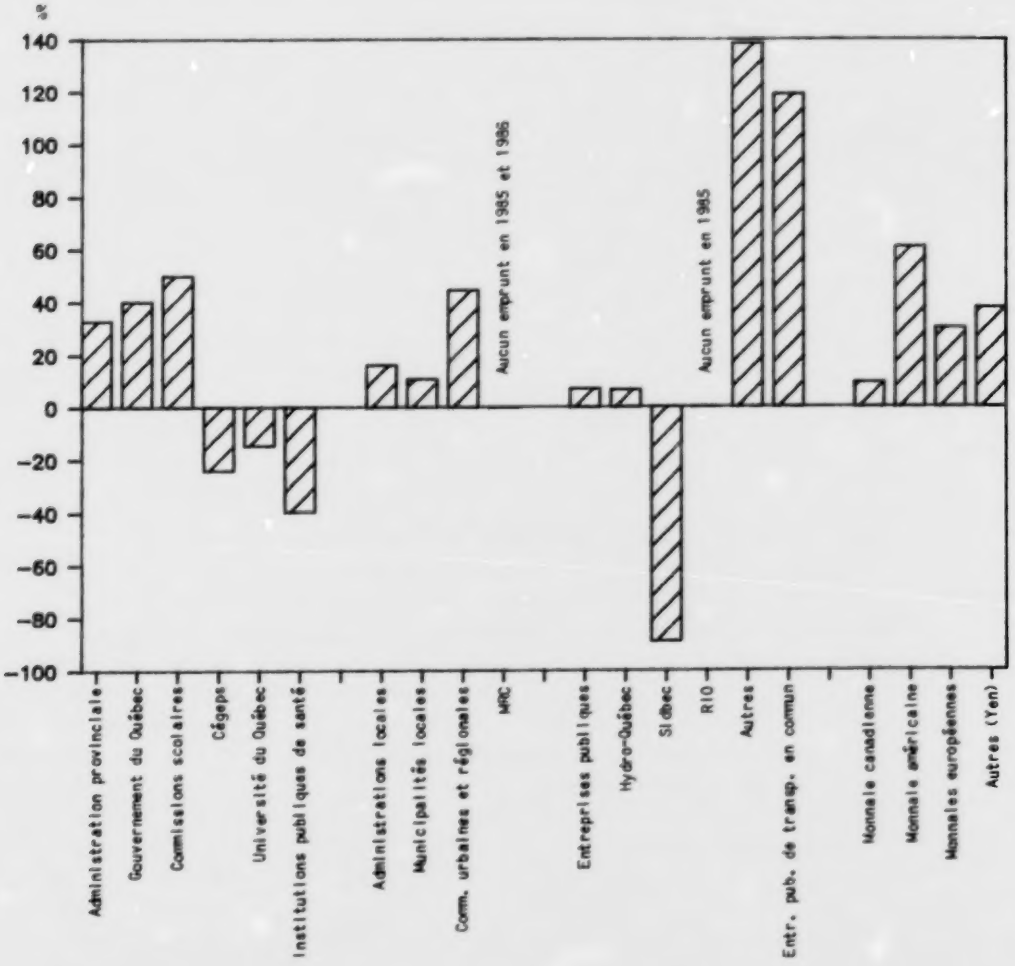
1 Total du secteur public québécois
2 Gouvernement du Québec
3 Hydro-Québec
4 Administrations locales
5 Autres

Hydro-Québec occupe une fois de plus le second rang avec des emprunts de 1,9 milliard. Ce montant représente une hausse de 6,5 % par rapport à 1985.

Les municipalités locales demeurent l'emprunteur le plus important des administrations locales avec des emprunts s'élevant à quelque 1,1 milliard de dollars, soit 10,7 % de plus qu'en 1985. Les communautés urbaines et régionales suivent avec des emprunts de 264,9 millions de dollars, enregistrant une hausse de 44,4 % par rapport à 1985. Quant aux MRC, elles n'ont pas fait d'emprunt en 1986. Les emprunts totaux des administrations locales totalisent donc près de 1,4 milliard de dollars, ce qui constitue une hausse de 15,9 % par rapport à 1985.

Les autres composantes du secteur public québécois réalisent des emprunts d'une valeur de près de 1,1 milliard de dollars en 1986, soit une augmentation de 0,9 % par rapport à 1985. Toutefois, la répartition des emprunts entre les différentes composantes a subi plusieurs modifications.

Graphique 2
Variations des emprunts à long terme du secteur public québécois, en pourcentage, 1986/1985



En effet, les institutions publiques d'éducation ont augmenté globalement leurs emprunts de 12,0 % en 1986. Ainsi, les commissions scolaires ont réalisé des emprunts de 364,7 millions de dollars en 1986, ce qui représente une hausse de 49,9 % par rapport à 1985 alors que les cégeps ont emprunté 152,2 millions de dollars, soit une baisse de 24,0 % par rapport à 1985. Quant aux emprunts de l'université du Québec ils totalisent 65,0 millions de dollars en 1986 comparativement à 76,0 millions de dollars en 1985, soit une baisse de 14,5 %. Les emprunts des institutions publiques d'éducation totalisent donc 581,9 millions de dollars en 1986.

Les institutions publiques de santé et de services sociaux quant à elles, ont emprunté 126,9 millions comparativement à 210,0 millions en 1985, soit une baisse de 39,6 %.

Quant aux entreprises publiques autres qu'Hydro-Québec, leurs emprunts s'élèvent à 362,8 millions de dollars, ce qui représente une augmentation de 9,0 % par rapport à 1985. La régie des installations olympiques a emprunté 151,6 millions alors qu'en 1985 elle n'avait effectué aucun emprunt. Sidbec a diminué ses emprunts de 88,9 % en passant de 253,2 millions en 1985 à 28,0 millions en 1986. Quant aux entreprises publiques de transport en commun, elles ont emprunté 76,4 millions de dollars en 1986 par rapport à 34,9 millions de dollars en 1985.

Ces variations au niveau des sommes empruntées entraînent en 1986 quelques changements dans la structure de la demande de capitaux du secteur public québécois, tel qu'on peut le voir au tableau B. Les trois principaux emprunteurs, soit le gouvernement du Québec, Hydro-Québec et les

Tableau B
Part relative des composantes du secteur public québécois dans la demande de financement, 1985-1986

	1985	1986	Variation
	%		%
Administration publique provinciale	**57,3**	**61,4**	**4,2**
Gouvernement du Québec	47,5	53,7	6,1
Ministères	40,8	44,5	3,6
Fonds spéciaux	6,7	9,3	2,5
Institutions publiques d'éducation	7,0	6,4	-0,6
Commissions scolaires	3,3	4,0	0,7
Cégeps	2,7	1,7	-1,0
Université du Québec	1,0	0,7	-0,3
Institutions publiques de santé et de services sociaux	2,8	1,4	-1,4
Administrations locales	**15,7**	**15,0**	**-0,8**
Municipalités locales	13,3	12,1	-1,2
Communautés urbaines et régionales	2,4	2,9	0,5
MRC	-	-	-
Entreprises publiques	**27,0**	**23,6**	**-3,4**
Hydro-Québec	22,5	19,7	-2,9
Régie des installations olympiques	-	1,6	1,6
Sidbec	3,4	0,3	-3,1
Autres entreprises provinciales	0,6	1,2	0,6
Entreprises publiques de transport en commun	0,5	0,8	0,3
Total	**100,0**	**100,0**	-

administrations locales (municipalités, communautés urbaines et régionales et municipalités régionales de comté) demeurent responsables de la majorité des emprunts, leur part cumulative étant de 88,4 % en regard de 85,7 % l'année précédente.

Le gouvernement du Québec voit sa part relative augmenter en 1986 pour atteindre 53,7 %, soit 6,1 points de plus qu'en 1985. Par contre, Hydro-Québec voit sa part relative passer de 22,5 % en 1985 à 19,7 % en 1986, une baisse de 2,9 points. Du côté des administrations locales, on observe également une diminution de leur part relative qui se situe à 15,0 % en 1986, soit une baisse de 0,8 points.

Parmi les autres emprunteurs du secteur public québécois, les institutions publiques d'éducation voient leur part relative atteindre 6,4 %, soit 0,6 point de moins qu'en 1985 alors que les institutions de santé et de services sociaux diminuent leur part relative de 1,4 point, passant de 2,8 % en 1985 à 1,4 % en 1986. Les entreprises publiques autres qu'Hydro-Québec diminuent leur part relative de 0,6 point pour atteindre 3,9 %.

Le financement selon la monnaie

Les sources de crédits obtenus par le secteur public québécois ont connu une hausse tant pour les fonds de provenance canadienne comme principale source de financement que pour les fonds de source étrangère. Ainsi, les emprunts libellés en dollars canadiens passent de 4,6 milliards de dollars à près de 5,0 milliards de dollars, soit une augmentation de 7,5 %. Les emprunts en devises américaines accusent aussi une augmentation de 60,7 % pour un total de 2,1 milliards de dollars. De plus les emprunts absorbés par le marché européen enregistrent une hausse de 29,9 % pour atteindre 1,3 milliard de dollars en 1986. Le yen japonais a permis de financer des emprunts totalisant 0,8 milliard de dollars, soit une majoration de 37,6 % par rapport à 1985.

Il s'ensuit donc des changements au niveau de la structure des emprunts par marché. Tel qu'on peut le voir au tableau C, les besoins de crédit du secteur public québécois en 1986 ont été comblés à 54,2 % en monnaie canadienne comparativement à 61,5 % en 1985 alors que la part de la monnaie américaine est passée de 17,6 % en 1985 à 23,1 % en 1986. La part des monnaies européennes a augmenté à 14,2 % en 1986 comparativement à 13,4 % en 1985. Enfin, le yen a comblé 8,5 % des besoins de financement en 1986 alors qu'il n'avait été utilisé que pour 7,5 % des emprunts en 1985.

Ce repli de la monnaie canadienne comme source de financement ne s'est toutefois pas opéré de façon similaire chez toutes les composantes du secteur public québécois. En effet, les entreprises publiques quant à elles ont augmenté la part relative de leurs emprunts en monnaie canadienne. Le mouvement à la hausse des emprunts en monnaies étrangères est assez généralisé. Seul Hydro-Québec a diminué ses emprunts en monnaies européennes et en yen.

Ainsi, le gouvernement du Québec fait passer la part relative de ses emprunts en monnaie canadienne de 58,0 % en 1985 à 47,2 % en 1986, une chute de 10,8 points. La part de ses emprunts réalisés en monnaie américaine augmente de 23,1 % en 1985 à 28,3 % en 1986, et ceux en monnaies européennes s'accroissent de 10,0 % en 1985 à 11,4 % en 1986. Quant aux emprunts en yen, ceux-ci passent de 8,9 % en 1985 à 13,0 % en 1986.

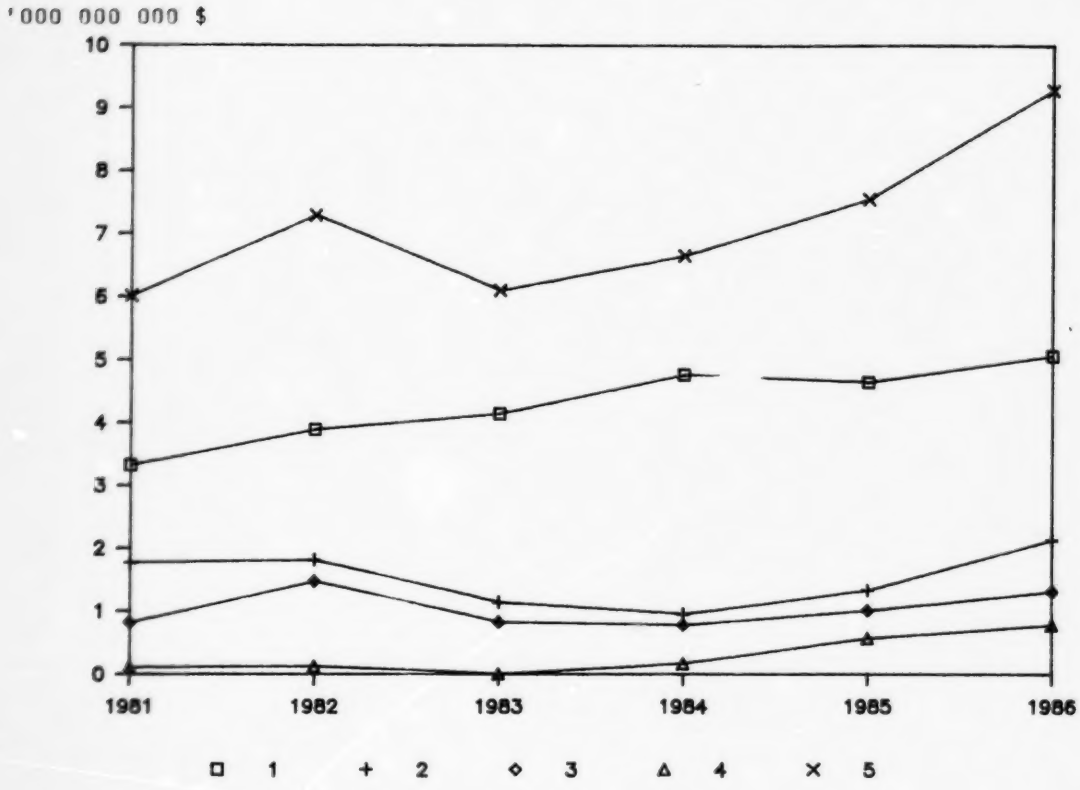
Tableau C
Répartition en pourcentage des emprunts à long terme du secteur public québécois selon la monnaie, par organisme, 1985 et 1986

	Monnaies								Total	
	Canadienne		Américaine		Européennes		Autres			
	1985	1986	1985	1986	1985	1986	1985	1986	1985	1986
Administration publique provinciale	**64,5**	**53,0**	**19,2**	**24,8**	**8,9**	**10,9**	**7,4**	**11,4**	**100,0**	**100,0**
Gouvernement du Québec	58,0	47,2	23,1	28,3	10,0	11,4	8,9	13,0	100,0	100,0
Ministères	59,2	42,9	21,3	32,5	11,6	13,3	7,9	11,3	100,0	100,0
Fonds spéciaux	50,9	68,3	34,3	8,2	-	2,3	14,8	21,1	100,0	100,0
Institutions publiques d'éducation	95,2	91,4	-	-	4,8	8,6	-	-	100,0	100,0
Commissions scolaires	100,0	100,0	-	-	-	-	-	-	100,0	100,0
Cégeps	100,0	100,0	-	-	-	-	-	-	100,0	100,0
Université du Québec	67,1	23,1	-	-	32,9	76,9	-	-	100,0	100,0
Institutions publiques de santé et de service sociaux	100,0	100,0	-	-	-	-	-	-	100,0	100,0
Administrations locales	**75,0**	**66,6**	**-**	**-**	**22,9**	**28,5**	**2,1**	**5,0**	**100,0**	**100,0**
Municipalités locales	79,3	73,9	-	-	18,2	20,0	2,5	6,2	100,0	100,0
Communautés urbaines et régionales	51,5	35,8	-	-	48,5	64,2	-	-	100,0	100,0
MRC	-	-	-	-	-	-	-	-	100,0	100,0
Entreprises publiques	**47,3**	**49,4**	**24,4**	**33,6**	**17,3**	**13,8**	**11,0**	**3,2**	**100,0**	**100,0**
Hydro-Québec	50,6	47,2	15,8	32,4	20,5	16,6	13,1	3,8	100,0	100,0
Régie des installations olympiques	-	66,0	-	34,0	-	-	-	-	100,0	100,0
Sidbec	9,9	100,0	90,1	-	-	-	-	-	100,0	100,0
Autres entreprises provinciales	100,0	12,6	-	87,4	-	-	-	-	100,0	100,0
Entreprises publiques de transport en commun	92,0	100,0	-	-	8,0	-	-	-	100,0	100,0
Total	**61,5**	**54,2**	**17,6**	**23,1**	**13,4**	**14,2**	**7,5**	**8,5**	**100,0**	**100,0**

En ce qui concerne les institutions publiques d'éducation, toutes les composantes ont emprunté en devise canadienne en 1986 à l'exception de l'université du Québec qui a effectué 76,9 % de ses emprunts en monnaies européennes. Les institutions publiques de santé et de services sociaux ont aussi emprunté uniquement en devise canadienne en 1986.

Du côté des administrations locales, les municipalités diminuent leurs emprunts en monnaie canadienne, la part relative de cette devise étant de 73,9 % en 1986 comparativement à 79,3 % en 1985. Par ailleurs, les monnaies européennes voient leur part augmenter à 20,0 % contre 18,2 % en 1985 alors que la part relative du yen s'élève à 6,2 % en 1986 comparativement à 2,5 % en 1985. Aucun emprunt n'a été réalisé en monnaie américaine en 1985 ni en 1986. Les communautés urbaines et régionales ont réalisé 35,8 % de leurs emprunts en 1986 en monnaie canadienne et 64,2 % en monnaies européennes alors que, en 1985, 51,1 % des emprunts ont été effectués en monnaie canadienne et 48,5 % en monnaies européennes.

Graphique 3
Emprunts à long terme du secteur public québécois,
selon la monnaie, 1981-1986



1 Total
2 Monnaie canadienne
3 Monnaie américaine
4 Monnaies européennes
5 Autres monnaies (Yen)

Quant aux entreprises publiques, Hydro-Québec diminue ses emprunts en monnaie canadienne, ces derniers représentant 47,2 % du total comparativement à 50,6 % en 1985. Les parts relatives des monnaies américaine, européennes et du yen sont respectivement de 32,4 % (+16,6), 16,6 % (-3,9) et 3,8 % (-9,3). Sidbec et les entreprises publiques de transport en commun ont réalisé tous leurs emprunts en monnaie canadienne en 1986. Pour ce qui est des autres entreprises publiques, tous les emprunts en 1985 étaient en monnaie canadienne alors que les parts relatives des emprunts en 1986 sont de 46,0 % en monnaie canadienne et 54,0 % en monnaie américaine.

La baisse de la part relative de la monnaie canadienne a été accompagnée d'une diminution de l'émission 1986 d'obligations d'épargne du Québec qui a atteint 575,0 millions de dollars comparativement à une émission de 654,5 millions de dollars en 1985.

Quant à la Caisse de dépôt et placement du Québec, elle a encore contribué cette année d'une façon importante au financement du secteur public québécois.

En 1986, la Caisse de dépôt et placement a acheté pour 1,07 milliard de dollars de nouvelles obligations du secteur public québécois dont 945 millions de dollars d'émissions à long terme du gouvernement du Québec, 120,3 millions de dollars des institutions publiques d'éducation, 66 millions des institutions publiques de santé et de services sociaux et 36,1 millions de dollars des administrations locales. L'année précédente, ces mêmes achats totalisaient 1,26 milliard de dollars.

La valeur nominale des emprunts bruts annuels

En 1986, le total des émissions brutes d'obligations effectuées par le secteur public canadien et les sociétés privées peut être évalué à 63,2 milliards de dollars comparativement à 62,1 milliards de dollars en 1985[1], soit une hausse de 1,7 %. Plus précisément, les émissions brutes d'obligations faites au Canada diminuent de 17,1 % pour atteindre 39,2 milliards de dollars comparativement à 47,3 milliards en 1985, alors que celles effectuées à l'étranger augmentent de 62,1 % totalisant 24,0 milliards de dollars en 1986 contre 14,8 milliards de dollars en 1985.

Les modifications, en ce qui a trait aux émissions effectuées à l'étranger, se retrouvent surtout au niveau des sociétés privées et des provinces. En effet, les emprunts obligataires des sociétés qui comptent pour 49,0 % de ceux effectués à l'étranger sont passés de 6,7 milliards de dollars en 1985 à 11,7 milliards en 1986, soit une augmentation de 75,7 %. Quant à leurs emprunts au Canada, ils s'élèvent à 5,8 milliards de dollars, soit une hausse de 36,6 % par rapport à 1985.

Les provinces, pour leur part, ont augmenté leurs émissions à l'étranger de 75,5 %, soit 8,8 milliards de dollars en 1986 alors qu'elles étaient de 5,0 milliards en 1985. Pendant ce temps, leurs émissions au Canada passaient de 10,3 milliards en 1985 à 9,2 milliards en 1986, soit une baisse de 10,8 %.

Le gouvernement du Canada a lui aussi augmenté ses emprunts à l'étranger de 5,5 %, de 2,6 milliards de dollars en 1985, ils sont passés de 2,7 milliards en 1986. Quant à ses emprunts au Canada, ils ont diminué de 27,1 % pour totaliser 23,6 milliards de dollars en 1986, ce qui représente 60,1 % des émissions effectuées au Canada.

De leur côté les municipalités, avec des emprunts obligataires totalisant 1,4 milliard dont 50,7 % à l'étranger ont augmenté leurs émissions de 42,0 % en 1986, elles étaient de près de 1,0 milliard de dollars en 1985.

Le secteur public québécois, avec une augmentation de 22,1 % de ses emprunts à long terme en 1986, voit sa part relative du marché primaire des obligations canadiennes en 1986 passer de 12,1 % à 14,6 %. La part relative du secteur public québécois augmente sur le marché canadien, passant de 9,8 % à 14,2 %. Tandis qu'à l'étranger sa part passe de 19,6 % à 15,1 %.

Au sein du secteur public québécois, le gouvernement du Québec demeure au premier rang des emprunteurs en monnaie canadienne. Son importance relative a augmenté, ses emprunts représentant 46,9 % des emprunts du secteur public québécois sur le marché canadien en 1986, contre 44,9 % en 1985. Hydro-Québec suit au deuxième rang avec une diminution de sa part relative de 18,5 % à 17,2 %. Les municipalités viennent ensuite avec une part relative de 16,5 % sur le marché

1. Source: Banque du Canada. Revue de la banque du Canada. Février 1986.

Tableau D
Répartition en pourcentage des emprunts à long terme du secteur public québécois selon l'emprunteur, par monnaie, 1985-1986

	Monnaies							
	Canadienne		Américaine		Européennes		Autres	
	1985	1986	1985	1986	1985	1986	1985	1986
Administration publique provinciale	**60,1**	**60,1**	**62,6**	**65,7**	**38,0**	**47,0**	**56,2**	**82,4**
Gouvernement du Québec	44,9	46,9	62,6	65,7	35,5	43,2	56,2	82,4
Ministères	39,3	35,2	49,4	62,4	35,5	41,7	43,0	59,3
Fonds spéciaux	5,6	11,7	13,2	3,3	-	1,5	13,2	23,0
Institutions publiques d'éducation	10,7	10,7	-	-	2,5	3,8	-	-
Commissions scolaires	5,3	7,3	-	-	-	-	-	-
Cégeps	4,3	3,1	-	-	-	-	-	-
Université du Québec	1,1	0,3	-	-	2,5	3,8	-	-
Institutions de santé et de services sociaux	4,5	2,5	-	-	-	-	-	-
Administrations locales	**19,2**	**18,4**	**-**	**-**	**27,0**	**30,0**	**4,4**	**8,8**
Municipalités	17,2	16,5	-	-	18,2	17,0	4,4	8,8
Communautés urbaines et régionales	2,0	1,9	-	-	8,8	13,0	-	-
MRC	-	-	-	-	-	-	-	-
Entreprises publiques	**20,7**	**21,5**	**37,4**	**34,3**	**35,0**	**23,0**	**39,4**	**8,9**
Hydro-Québec	18,5	17,2	20,2	27,5	34,7	23,0	39,4	8,9
Régie des installations olympiques	-	2,0	-	2,4	-	-	-	-
Sidbec	0,5	0,6	17,2	-	-	-	-	-
Autres entreprises provinciales	1,0	0,3	-	4,4	-	-	-	-
Entreprises publiques de transport en commun	0,7	1,5	-	-	0,3	-	-	-
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

canadien en 1986, contre 17,2 % en 1985. Les commissions scolaires se retrouvent au quatrième rang avec une hausse de la part relative de leurs emprunts de 5,3 % à 7,3 % sur le marché canadien.

Sur le marché des devises américaines, le gouvernement du Québec détient aussi le premier rang en augmentant la part relative de ses emprunts en cette monnaie de 62,6 % à 65,7 %. Hydro-Québec se classe au second rang avec une part relative de 27,5 % en 1986 comparativement à 20,2 % en 1985.

Sur le marché européen, c'est le gouvernement du Québec qui occupe une fois de plus le premier rang avec une part relative de 43,2 % comparativement à 35,5 % en 1985. Les administrations locales détiennent le deuxième rang avec une part relative de 30,0 % comparativement à 27,0 % en 1985.

Enfin, le gouvernement du Québec et Hydro-Québec se partagent respectivement 82,4 % et 8,9 % des emprunts du secteur public québécois sur le marché japonais comparativement à 56,2 % et 39,4 % en 1985. La part relative des

municipalités sur ce marché en 1986 s'est élevée à 8,8 % par rapport à 4,4 % en 1985.

Le coût réel à l'emprunteur

En termes nominaux, le coût réel moyen pondéré du capital emprunté par le secteur public québécois en 1986 s'établit à 8,69 %. Comparativement à 1985 où il était à 10,85 %, ceci représente une baisse de 216 points de base. Précisons, cependant, que le coût réel des emprunts ne peut être connu avec précision parce que l'on ignore quels seront les taux de change en vigueur au moment des remboursements de capital et tout au long de paiements d'intérêts des emprunts en monnaies étrangères. De plus, les taux nominaux doivent être considérés en tenant compte des taux d'inflation, car ces derniers feront décroître la valeur de la monnaie avec laquelle les intérêts et le capital seront remboursés.

De 1985 à 1986, le taux d'inflation[1] passe de 4,0 % à 4,1 %, soit une hausse de 0,1 point. Les taux d'intérêt réels, c'est-à-dire l'écart entre le coût réel moyen des titres du secteur public québécois et l'indice des prix à la consommation est donc de 4,59 % comparativement à 6,85 % en 1985.

De façon détaillée (voir tableau 6 à la partie 2), le coût réel des emprunts du gouvernement du Québec passe de 10,61 % en 1985 à 8,28 % en 1986 (-2,33), celui des administations locales de 11,32 % à 9,66 % (-1,66) et celui d'Hydro-Québec de 10,81 % à 8,51 % (-2,30). Par ailleurs, le coût réel des emprunts totaux en monnaie canadienne passe de 10,93 % en 1985 à 9,65 % en 1986 (-1,29). Pour les emprunts en monnaie américaine, le coût réel passe de 12,35 % à 7,48 % (-4,87) alors qu'au niveau des emprunts en monnaies européennes, il passe de 10,00 % à 7,87 % (-2,13). Le coût réel des emprunts en yen japonais passe de 8,23 % à 7,14 % (-1,09).

L'évolution des coûts réels des emprunts du secteur public québécois dépend, en dehors des changements ayant pu survenir dans les conditions techniques, de l'évolution des conditions de crédit sur les marchés financiers suite aux politiques monétaires canadienne et américaine et de l'échéance des emprunts.

La politique monétaire

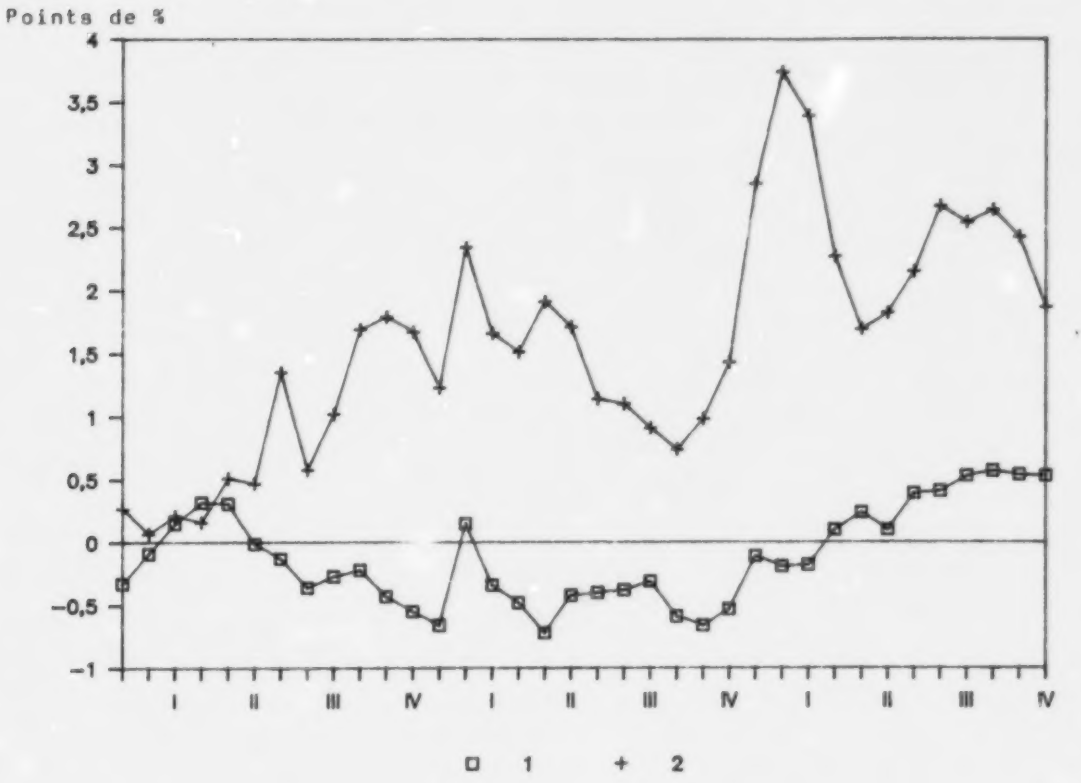
La politique monétaire de la Banque du Canada a visé en 1986 à maintenir la tendance à la baisse des taux d'intérêt. Toutefois, cette politique a dû être menée avec prudence à cause des problèmes de confiance dans le dollar canadien qui se sont posés pendant presque toute l'année 1986. Au chapitre de la réduction de l'inflation, le Canada n'a pas fait de nouveaux progrès en 1986.

Les taux d'intérêt canadiens ont conservé leur tendance à la baisse en 1986, suivant en cela les taux américains, dont le repli a été toutefois un peu plus accentué. Bien que cette tendance ait été interrompue durant les premiers mois de l'année en réaction à l'évolution du marché des changes, le loyer de l'argent est tombé par la suite à des niveaux jamais observés depuis la fin des années 70. Le taux de change, qui avait dégringolé pendant les premiers mois de 1986 pour toucher les plus bas niveaux de son histoire, s'était complètement redressé au printemps. Pendant le reste de l'année, il s'est tenu autour de 72 cents américains.

---

1. Basé sur l'indice des prix à la consommation au Canada.

Graphique 4
Écart entre les taux d'intérêt au Canada et aux États-Unis,
1984-1986



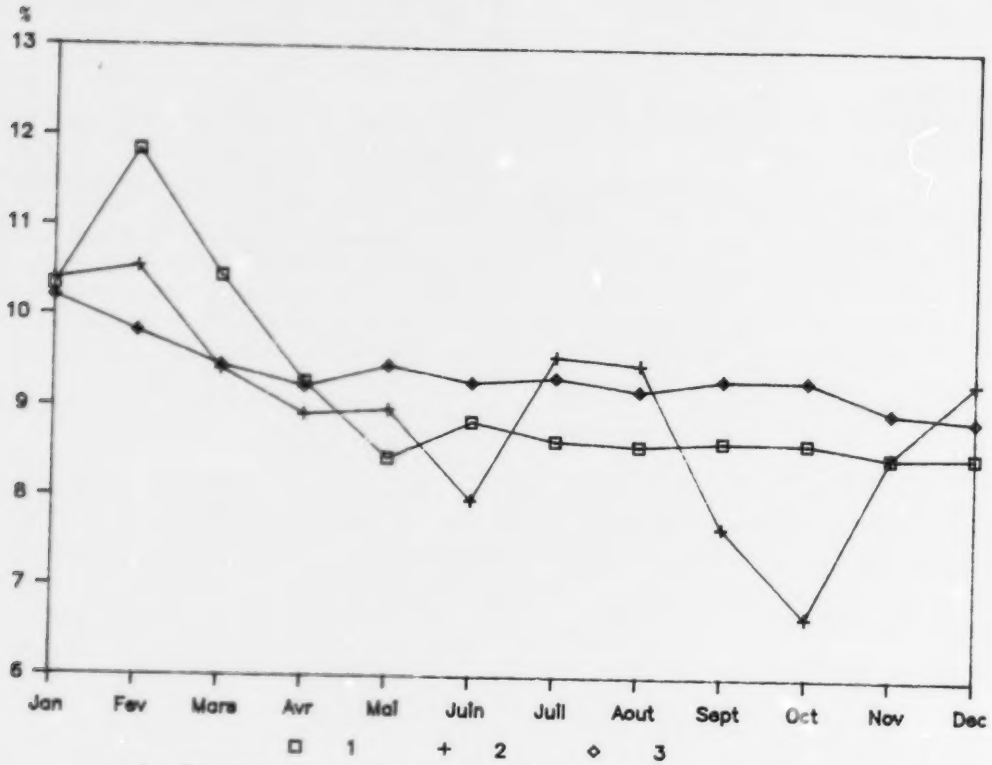
1 Papier commercial à 90 jours: écart entre le taux des papiers de premier choix des sociétés de financement à 90 jours au Canada et celui du papier commercial à 90 jours aux États-Unis.

2 Obligations industrielles: écart entre la moyenne pondérée à moyen terme des rendements moyens des sociétés (McLeod, Young, Weir) et celui des obligations industrielles américaines (Moody's).

Le mouvement à la baisse des taux d'intérêt à long terme a été momentanément interrompu par la forte remontée que les taux à court terme ont connu en janvier et février. Les taux à long terme ne se sont réinscrits à la baisse que lorsque la tendance à la hausse des taux à court terme a commencé à s'inverser et que les taux de rendement des obligations américaines à long terme ont chuté.

Le repli des taux à long terme américains au cours de l'année ayant été nettement plus prononcé que celui des taux canadiens correspondants, l'écart entre ces taux s'est creusé sensiblement. De même, les écarts entre les taux d'intérêt à court terme canadiens et américains sont demeurés relativement importants toute l'année.

Graphique 5
Taux de rendement des obligations du secteur public québécois et du gouvernement du Canada, janvier-décembre 1986



1 Gouvernement du Canada (rendement moyen des obligations de 5 à 10 ans).
2 Secteur public québécois (coût réel moyen pondéré à l'emprunteur).
3 Taux d'escompte de la Banque du Canada.

Sources: Banque du Canada. Revue de la Banque du Canada.
Bureau de la statistique du Québec.

Ainsi, le taux d'escompte a fait un saut dans les premiers mois de 1986, montant à 10,33 % (29 janvier) puis 11,84 % (26 février), pour descendre graduellement à 8,84 % (25 juin) et atteindre 8,49 % (31 décembre) en fin d'année. Durant cette période, le taux de rendement des obligations à long terme (5 à 10 ans) du gouvernement canadien, considéré comme un excellent baromètre du marché obligataire, passe de 10,20 % (29 janvier) et baisse graduellement pour se retrouver à 9,27 % (25 juin) et finalement à 8,89 % (31 décembre).

L'évolution des divers taux de rendement sur les marchés financiers affecte le financement des organismes du secteur public. Lorsque les taux d'intérêt sont volatiles les investisseurs préfèrent acheter des titres offrant des échéances plus courtes. Les emprunteurs publics utilisent alors des instruments de crédit à court terme tels que les Bons du trésor et les conventions de crédits. Au Québec, le gouvernement du Québec a émis en 1986 pour 5 853 millions de dollars en Bons du trésor comparativement à 5 555 millions de dollars en

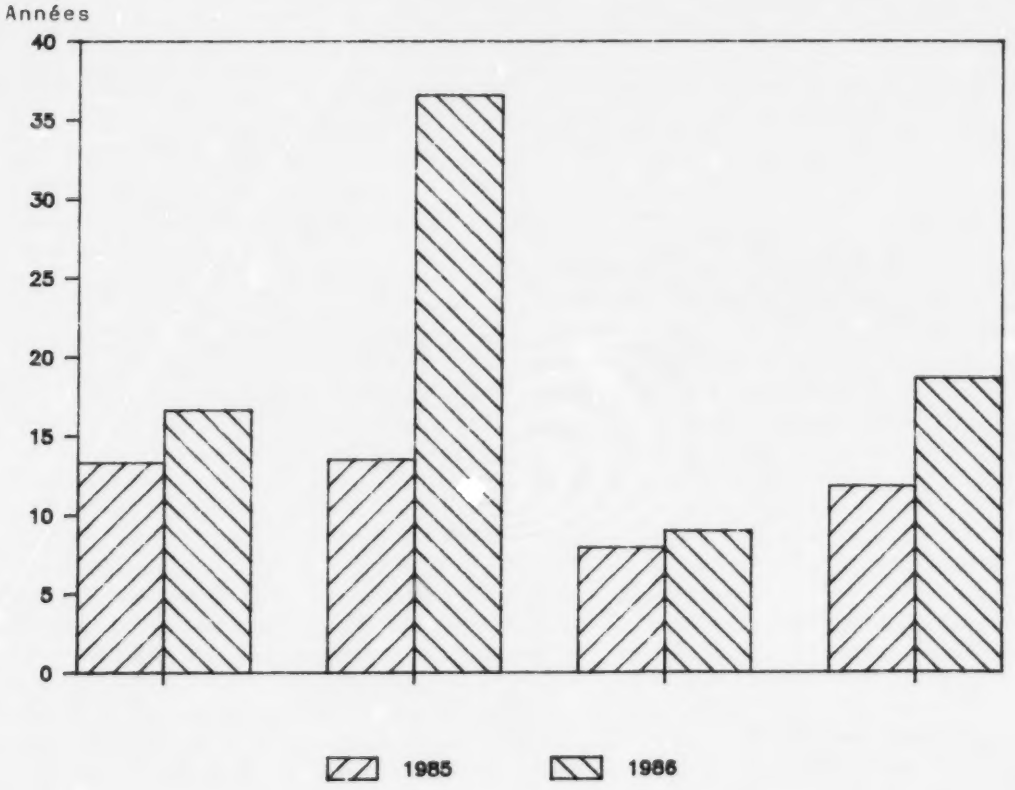
1985. Ces Bons sont émis par voie d'enchère hebdomadaire auprès des institutions financières et la durée de chaque émission est généralement de trois mois. Au 31 décembre 1986, l'encours des Bons du trésor était de 1,555 milliard de dollars, soit le même montant qu'au 31 décembre 1985.

La durée des emprunts

En raison de taux d'intérêt moins élevés en 1986, la durée moyenne des emprunts du secteur public québécois connaît dans son ensemble une hausse (voir graphique 6). La durée moyenne des emprunts à long terme passe de 11,8 ans en 1985 à 18,6 ans en 1986. Rappelons qu'en 1984 la durée moyenne des emprunts du secteur public était de 11,5 ans.

La plupart des composantes du secteur public québécois voient la durée de leurs emprunts augmenter en 1986. Hydro-Québec est l'emprunteur qui enregistre l'augmentation la plus notable dans la durée de ses emprunts, celle-ci passant de 13,5 ans en 1985 à 36,5 ans en 1986, en effet, Hydro-Québec a effectué un emprunt perpétuel dont la durée a été fixée à 99 ans pour les fins de la publication. La

Graphique 6
Durée moyenne pondérée des emprunts à long terme
pour certaines composantes



durée des emprunts du gouvernement du Québec, l'emprunteur le plus important du secteur public québécois, passe de 13,3 ans en 1985 à 16,7 ans en 1986. Quant aux administrations locales, elle passe de 7,9 ans en 1985 à 9,0 ans en 1986.

Parmi les autres composantes du secteur public, l'université du Québec, les institutions publiques de santé et des services sociaux et les entreprises publiques provinciales autres qu'Hydro-Québec voient la durée de leurs emprunts diminuer alors que toutes les autres enregistrent une augmentation de la durée de leurs emprunts.

Ces observations sur la durée des emprunts à long terme indiquent que tous les organismes du secteur public québécois n'ont pas réagi de la même façon aux fluctuations qui ont prévalu sur les marchés en 1986. En moyenne, ils ont augmenté la durée de leurs nouveaux emprunts sans toutefois écarter les modes de financement à court terme.

Conclusion

Les taux d'intérêt ont conservé leur tendance à la baisse en 1986 tant au Canada qu'aux États-Unis. L'économie du Canada a continué de croître (3,1 %) et l'inflation est demeurée assez faible. Au niveau du financement à long terme du secteur public québécois, on enregistre une augmentation des emprunts accompagnée d'une baisse des coûts réels de ces nouveaux emprunts.

La baisse des taux d'intérêt canadiens a été accompagnée d'une hausse des emprunts à long terme du secteur public québécois sur le marché canadien. Toutefois, la part relative des emprunts sur ce marché a légèrement diminué. La baisse de l'émission d'obligations d'épargne du Québec a contribué à diminuer la part du marché canadien.

L'instabilité du marché financier au cours des dernières années a sensiblement modifié le caractère des titres émis sur les marchés des capitaux. Ainsi, une fois de plus en 1986, l'utilisation d'instruments de crédit à court terme a permis de combler une part appréciable des besoins de financement.

Enfin, la durée moyenne des emprunts du secteur public québécois a augmenté de façon significative, en raison principalement de la hausse marquée de la durée des emprunts d'Hydro-Québec.

Partie II - Détail des emprunts à long terme du secteur public québécois

Tableau 1
Financement à long terme du secteur public québécois et indicateurs économiques, 1982-1986

	1982	1983	1984	1985	1986	Taux de croissance				Taux annuel composé
						1983/82	1984/83	1985/84	1986/85	1986/82
	000 000 $					%				%
Emprunts à long terme québécois	**7 281,3**	**6 092,4**	**6 647,6**	**7 538,7**	**9 205,1**	**-16,3**	**9,1**	**13,4**	**22,1**	**6,0**
En dollars constants de 1981[1]	6 686,2	5 330,2	5 614,5	6 159,1	7 282,5	-20,3	5,3	9,7	18,2	2,2
Administration provinciale	3 200,5	3 033,9	4 279,6	4 316,1	5 653,4	-5,2	41,1	0,9	31,0	15,3
Gouvernement du Québec	2 852,6	2 560,1	3 390,4	3 586,5	4 944,6	-10,3	32,4	5,8	37,9	14,7
Commissions scolaires	47,9	368,0	595,3	243,3	364,7	668,3	61,8	-59,1	49,9	66,1
Cégeps	70,0	-	146,4	200,3	152,2	...	...	36,8	-24,0	21,4
Université du Québec	32,0	17,0	17,0	76,0	65,0	-46,9	-	347,1	-14,5	19,4
Institutions publiques de santé	198,0	88,8	130,6	210,0	126,9	-55,2	47,1	60,8	-39,6	-10,5
Administrations locales	1 233,7	826,9	1 179,5	1 188,8	1 377,9	-33,0	42,6	0,8	15,9	2,8
Municipalités locales	884,0	593,6	732,2	1 005,4	1 113,0	-32,9	23,3	37,3	10,7	5,9
Communautés urbaines et régionales	348,5	233,3	447,1	183,4	264,8	-33,1	91,6	-59,0	44,4	-6,6
Corporations de comté / MRC	1,2	-	0,2	-	-	...	...	...	-	...
Entreprises publiques	2 847,1	2 231,6	1 188,5	2 033,8	2 173,8	-21,6	-46,7	71,1	6,9	-6,5
Hydro-Québec	2 289,9	1 768,1	1 100,2	1 700,9	1 811,1	-22,8	-37,8	54,6	6,5	-5,7
Sidbec	-	375,0	-	253,2	28,0	...	...	...	-88,9	...
RIO	448,0	-	-	-	151,6	...	...	...	...	-23,7
Autres	-	46,2	51,7	44,8	106,8	...	11,9	-13,3	138,4	...
Entreprises publiques de transport en commun	109,2	42,3	36,6	34,9	76,4	-61,3	-13,5	-4,6	118,8	-8,6
Monnaie canadienne	3 883,0	4 137,2	4 758,7	4 638,4	4 984,9	6,5	15,0	-2,5	7,5	6,4
Monnaie américaine[2]	1 806,3	1 132,5	947,9	1 325,8	2 130,6	-37,3	-16,3	39,9	60,7	4,2
Monnaies européennes[2]	1 469,4	822,7	772,6	1 006,4	1 307,8	-44,0	-6,1	30,3	29,9	-2,9
Autres (YEN)[2]	122,6	-	168,4	568,1	781,9	...	...	237,4	37,6	58,9
Emprunts à long terme canadiens[3]	**42 250,0r**	**43 373,0r**	**46 852,0r**	**51 194,0r**	**45 661,0**	**2,7r**	**8,0r**	**9,3r**	**-10,8**	**2,0**
Gouvernement du Canada	21 866,0	25 285,0	29 869,0	34 921,0r	26 319,0	15,6	18,1	16,9	-24,6	4,7
Provinces et municipalités	20 384,0r	18 088,0r	16 983,0r	16 273,0r	19 342,0	-11,3r	-6,1r	-4,2r	18,9	-1,3
Au Canada	12 790,0	12 230,0r	11 860,0r	10 765,0r	9 867,0	-4,4r	-3,0r	-9,2r	-8,3	-6,3
À l'étranger	7 594,0r	5 858,0r	5 123,0r	5 508,0r	9 475,0	-22,9r	-12,5r	7,5r	72,0	5,7
Indicateurs de l'économie du Québec										
PIB au prix du marché	84 009,0	90 432,0	97 631,0	104 935,0	..	7,6	8,0	7,5	..	..
PIB en dollars constants de 1981[1]	77 143,3	79 118,1	82 458,6	85 731,2	..	2,6	4,2	4,0	..	..
Revenu personnel	77 761,0	81 641,0	88 218,8	94 840,0	..	5,0	8,1	7,5	..	..
Proportion des emprunts du secteur public québécois										
Par rapport au PIB (%)	8,7	6,7	6,8	7,2	..	...	...	...	...	...
Par rapport au revenu personnel (%)	9,4	7,5	7,5	7,9	..	...	...	...	...	...
Par rapport aux emprunts des provinces et municipalités (%)	35,7	33,7r	39,1r	46,3r	47,6	...	...	...	...	...
Par rapport aux emprunts du secteur public canadien (%)	17,2	14,0r	14,2r	14,7r	20,2	...	...	...	...	...
Emprunts per capita ($)	1 123,7	935,1	1 016,3	1 145,2r	1 389,0	-16,8	8,7	12,7	21,3	5,4
Indice des prix du PIB (1981=100)	108,9	114,3	118,4	122,4	126,4	5,0	3,6	3,4	3,3	3,8
Population ('000)	6 480,0	6 515,0	6 541,0	6 582,7r	6 627,2	0,5	0,4	0,6	0,7	0,6

1. Dégonflé avec l'indice synthétique des prix du PIB canadien (données désaisonnalisées).
2. Converti en monnaie canadienne.
3. Émissions brutes d'obligations émises ou garanties.

Sources: Banque du Canada. Revue de la Banque du Canada. Février 1987.
Bureau de la statistique du Québec.

Tableau 2
Valeur annuelle des emprunts à long terme du secteur public québécois selon la monnaie, 1981-1986

	1981	1982	1983	1984	1985	1986
			'000 $			
Monnaie canadienne	**3 323 141**	**3 883 022**	**4 157 251**	**4 758 719**	**4 638 446**	**4 984 879**
Administrations publiques	2 574 900	3 038 800	2 938 304	4 194 210	3 676 544	3 912 014
Administration provinciale	1 933 877	2 351 045	2 394 275	3 477 065	2 784 360	2 994 840
Gouvernement du Québec	1 712 962	2 033 131	1 920 445	2 587 786	2 079 763	2 336 010
Commissions scolaires	35 000	17 899	368 040	595 324	243 282	364 725
Cégeps	28 500	70 000	-	146 400	200 300	152 200
Université du Québec	27 000	32 000	17 000	17 000	51 000	15 000
Institutions publiques de santé	130 415	198 015	88 790	130 555	210 015	126 905
Administrations locales	641 023	687 755	544 029	717 145	892 184	917 174
Municipalités locales	505 303	597 464	461 196	559 406	797 654	822 364
Communautés urbaines et régionales	135 070	89 074	82 833	157 579	94 530	94 810
Corporations de comté / MRC	650	1 217	-	160	-	-
Entreprises publiques	748 241	844 222	1 198 927	564 509	961 902	1 072 865
Entreprises provinciales	730 000	735 000	1 156 588	547 900	929 800	996 500
Hydro-Québec	680 000	735 000	735 413	516 000	860 000	855 000
Sidbec	-	-	375 000	-	25 000	28 000
RIO	50 000	-	-	-	-	100 000
Autres	-	-	46 175	31 900	44 800	13 500
Entreprises publiques de transport en commun	18 241	109 222	42 339	16 609	32 102	76 365
Monnaie américaine	**1 769 353**	**1 806 273**	**1 132 556**	**947 880**	**1 325 829**	**2 130 586**
Administrations publiques	686 233	498 300	502 911	845 505	829 634	1 399 569
Gouvernement du Québec	445 256	245 561	378 111	575 089	829 634	1 399 569
Administrations locales	240 977	252 739	124 800	270 416	-	-
Municipalités locales	135 367	126 544	32 370	12 921	-	-
Communautés urbaines et régionales	105 610	126 195	92 430	257 495	-	-
Entreprises publiques	1 083 120	1 307 973	629 645	102 375	496 195	731 017
Hydro-Québec	1 083 120	859 973	629 645	82 545	267 966	586 111
Sidbec	-	-	-	-	228 229	-
RIO	-	448 000	-	-	-	51 600
Autres	-	-	-	19 830	-	93 306
Monnaies européennes	**816 312**	**1 439 353**	**822 681**	**772 580**	**1 006 414**	**1 307 757**
Administrations publiques	339 964	774 437	419 592	315 279	654 377	1 007 100
Administration provinciale	74 366	505 789	261 582	123 411	382 669	614 970
Gouvernement du Québec	74 366	475 789	261 582	123 411	357 669	564 970
Commissions scolaires	-	30 000	-	-	-	-
Université du Québec	-	-	-	-	25 000	50 000
Administrations locales	265 598	268 648	158 010	191 868	271 708	392 130
Municipalités locales	186 533	159 979	100 000	159 868	182 840	222 130
Communautés urbaines et régionales	79 065	108 669	58 010	32 000	88 968	170 000
Entreprises publiques	476 348	694 916	403 089	457 301	352 037	300 657
Hydro-Québec	476 348	694 916	403 089	437 301	349 252	300 657
Entreprises publiques de transport en commun	-	-	-	20 000	2 785	-
Autres monnaies	**103 721**	**122 630**	**-**	**168 401**	**568 066**	**781 882**
Gouvernement du Québec	103 721	98 095	-	104 067	319 483	644 026
Municipalités	-	-	-	-	24 867	68 550
Communautés urbaines et régionales	-	24 535	-	-	-	-
Hydro-Québec	-	-	-	64 334	223 716	69 306
Total	**6 012 527**	**7 251 278**	**6 092 468**	**6 647 580**	**7 538 755**	**9 205 104**

Tableau 3
Valeur annuelle des emprunts à long terme du secteur public québécois selon l'emprunteur, 1981-1986

	1981	1982	1983	1984	1985	1986
			'000 $			
Administrations publiques	**3 704 818**	**4 434 167**	**3 860 807**	**5 459 061**	**5 504 905**	**7 031 259**
Administration provinciale	2 557 220	3 200 490	3 033 968	4 279 632	4 316 146	5 653 405
Gouvernement du Québec	2 336 305	2 852 576	2 560 138	3 390 353	3 586 549	4 944 575
Monnaie canadienne	1 712 962	2 033 131	1 920 445	2 587 786	2 079 763	2 336 104
Monnaie américaine	445 256	245 561	378 111	575 089	829 634	1 399 569
Monnaies européennes	74 366	475 789	261 582	123 411	357 669	564 970
Autres monnaies	103 721	98 095	-	104 067	319 483	644 026
Institutions publiques d'éducation	90 500	149 899	385 040	758 724	519 582	581 925
Commissions scolaires	35 000	47 899	368 040	595 324	243 282	364 725
Monnaie canadienne	35 000	17 899	368 040	595 324	243 282	364 725
Monnaies européennes	-	30 000	-	-	-	-
Cégeps	28 500	70 000	-	146 400	200 300	152 200
Université du Québec	27 000	32 000	17 000	17 000	76 000	65 000
Monnaie canadienne	27 000	32 000	17 000	17 000	51 000	15 000
Monnaies européennes	-	-	-	-	25 000	50 000
Institutions publiques de santé et de services sociaux	130 [illegible]	198 015	[illegible]8 790	130 555	210 015	126 905
Administrations locales	1 147 598	1 233 677	826 839	1 179 429	1 188 759	1 377 854
Municipalités locales	827 203	883 987	593 566	732 195	1 005 361	1 113 044
Monnaie canadienne	505 303	597 464	461 196	559 406	797 654	822 364
Monnaie américaine	135 367	126 544	32 370	12 921	-	-
Monnaies européennes	186 533	159 979	100 000	159 868	182 840	222 130
Autres monnaies	-	-	-	-	24 867	68 550
Communautés urbaines et régionales	319 745	348 473	233 273	447 074	183 398	264 810
Monnaie canadienne	135 070	89 074	82 833	157 579	94 530	94 810
Monnaie américaine	105 610	126 195	92 430	257 495	-	-
Monnaies européennes	79 065	108 669	58 010	32 000	88 868	170 000
Autres monnaies	-	24 535	-	-	-	-
Corporations de comté / MRC	650	1 217	-	160	-	-
Entreprises publiques	**2 307 709**	**2 847 111**	**2 231 661**	**1 188 519**	**2 033 850**	**2 173 845**
Entreprises provinciales	2 289 468	2 737 889	2 189 322	1 151 910	1 998 963	2 097 480
Hydro-Québec	2 239 468	2 289 889	1 768 147	1 100 180	1 700 934	1 811 074
Monnaie canadienne	680 000	735 000	735 413	516 000	860 000	855 000
Monnaie américaine	1 083 120	859 973	629 645	82 545	257 966	586 111
Monnaies européennes	476 348	694 916	403 089	437 301	349 252	300 657
Autres monnaies	-	-	-	64 334	223 716	69 306
Sidbec	-	-	375 000	-	253 229	28 000
Monnaie canadienne	-	-	375 000	-	25 000	28 000
Monnaie américaine	-	-	-	-	228 229	-
Régie des installations olympiques	50 000	448 000	-	-	-	151 600
Monnaie canadienne	50 000	-	-	-	-	100 000
Monnaie américaine	-	448 000	-	-	-	51 600
Autres entreprises provinciales	-	-	46 175	51 730	44 800	106 806
Monnaie canadienne	-	-	46 175	31 900	44 800	13 500
Monnaie américaine	-	-	-	19 830	-	93 306
Entreprises publiques de transport en commun	18 241	109 222	42 339	36 609	34 887	76 365
Monnaie canadienne	18 241	109 222	42 339	16 609	32 102	76 365
Monnaies européennes	-	-	-	20 000	2 785	-
Total	**6 012 527**	**7 281 278**	**6 092 468**	**6 647 580**	**7 538 755**	**9 205 104**

Tableau 4
Valeur annuelle des emprunts à long terme des administrations publiques locales selon le mode de vente et la monnaie, Québec, 1981-1986

	Selon le mode de vente[1]				Détail selon la monnaie[2]					
	Au marché	Hors marché			Monnaie canadienne	Euro-canadienne	Monnaie américaine	Monnaies européennes	Autres	Total général
		SHQ	SCHL	Somme partielle						
	000 $									
1986	**904 316**	**-**	**12 858**	**12 858**	**917 174**	**234 000**	**-**	**158 130**	**68 550**	**1 377 854**
Municipalités	822 364	-	-	-	822 364	104 000	-	118 130	68 550	1 113 044
Communautés urbaines et régionales	81 952	-	12 858	12 858	94 810	130 000	-	40 000	-	264 810
MRC	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1985	885 606	3 396	3 182	6 578	892 184	245 490	-	26 218	24 867	1 188 759
1984	700 379	193	16 573	16 766	717 145	132 840	270 416	59 028	-	1 179 429
1983	506 537	381	37 111	37 492	544 029	100 000	124 800	58 010	-	826 839
1982	620 888	3 595	63 272	66 867	687 755	159 500	252 739	109 148	24 535	1 233 677
1981	585 962	1 046	54 015	55 061	641 023	-	240 977	265 598	-	1 147 598

1. Émissions en monnaie canadienne.
2. Exprimé en dollars canadiens.

Tableau 5
Valeur annuelle des emprunts à long terme des institutions publiques d'éducation, de santé et de services sociaux, Québec, 1981-1986

Année	Réseau d'éducation				Établissements publics de santé et de services sociaux	Total général	Autres universités[1] (privées)
	Commissions scolaires	Cégeps	Université du Québec	Total			
				'000 $			
1981	35 000	28 500	27 000	90 500	130 415	220 915	44 800
1982	47 899	70 000	32 000	149 899	198 015	347 914	90 700
1983	368 040	-	17 000	385 040	88 790	473 830	36 000
1984	595 324	146 400	17 000	758 724	130 555	889 279	32 500
1985	243 282	200 300	76 000	519 582	210 015	729 597	166 000
1986	364 725	152 200	65 000	581 925	126 905	708 830	86 000[2]

1. Ces universités ne font pas partie de l'univers de notre enquête. Les données sont présentées à titre d'information, certains organismes les incluant dans leurs compilations, entre autres le ministère des Finances du Québec.
2. Université Concordia: 15 000; Université Laval: 23 000; Université McGill: 25 000; Corp. École Polytechnique: 14 000; Université de Sherbrooke: 9 000. Coût réel moyen pondéré: 10,566 %; durée moyenne pondérée: 10,2 ans.

Tableau 6
Coût réel moyen pondéré des emprunts à long terme du secteur public québécois, 1985 et 1986

	Monnaies									
	Canadienne		Américaine		Européennes[1]		Autres		Total	
	1985	1986	1985	1986	1985	1986	1985	1986	1985	1986
	%									
Administration provinciale	**10,62**	**9,40**	**12,99**	**8,05**	**8,90**	**6,58**	**8,33**	**6,78**	**10,76**	**8,48**
Gouvernement du Québec	10,32	9,27	12,99	8,05	8,76	6,27	8,33	6,78	10,61	8,28
Ministères	10,22	9,03	13,48	7,93	8,76	6,23	7,42	6,19	10,52	7,98
Fonds spéciaux	11,07	9,91	11,16	10,46	-	7,30	11,32	8,33	11,14	9,59
Institutions publiques	11,50	9,86	-	-	10,89	10,15	-	-	11,48	9,89
Commissions scolaires	11,64	9,83	-	-	-	-	-	-	11,64	9,83
Cégeps	11,27	9,87	-	-	-	-	-	-	11,27	9,87
Université du Québec	11,82	10,58	-	-	10,89	10,15	-	-	11,51	10,25
Établissements publics de santé	11,47	9,93	-	-	-	-	-	-	11,47	9,93
Administrations locales	**11,43**	**9,97**	-	-	**11,04**	**8,71**	**10,57**	**10,92**	**11,32**	**9,66**
Municipalités locales	11,40	9,95	-	-	11,18	7,99	10,57	10,92	11,34	9,62
Communautés urbaines et régionales	11,65	10,18	-	-	10,75	9,66	-	-	11,21	9,84
Entreprises publiques	**11,37**	**10,05**	**11,27**	**6,38**	**10,40**	**9,38**	**7,83**	**6,66**	**10,79**	**8,62**
Hydro-Québec	11,43	10,13	11,90	5,93	10,38	9,38	7,83	6,66	10,81	8,51
Autres	10,44	9,47	10,53	8,21	-	-	-	-	10,51	8,83
Entreprises publiques de transport en commun	11,78	10,25	-	-	12,75	-	-	-	11,86	10,25
Total	**10,93**	**9,64**	**12,35**	**7,48**	**10,00**	**7,87**	**8,23**	**7,14**	**10,[illegible]**	**8,69**

1. Incluant les euro-canadiens.

Tableau 7
Durée moyennne pondérée des emprunts à long terme du secteur public québécois, 1985 et 1986

	Monnaies									
	Canadienne		Américaine		Européennes[1]		Autres		Total	
	1985	1986	1985	1986	1985	1986	1985	1986	1985	1986
	Année									
Administration provinciale	**11,7**	**12,7**	**15,8**	**25,9**	**13,1**	**13,5**	**9,9**	**13,5**	**12,5**	**16,1**
Gouvernement du Québec	12,8	12,8	15,8	25,9	13,5	14,0	9,9	13,5	13,3	16,7
Ministères	13,5	13,8	17,7	26,7	13,5	14,4	9,9	15,7	14,1	18,3
Fonds spéciaux	7,6	10,0	8,6	10,0	-	4,3	10,0	7,9	8,3	9,5
Institutions publiques	8,7	13,4	-	-	7,0	7,0	-	-	8,7	12,8
Commissions scolaires	9,1	12,6	-	-	-	-	-	-	9,1	12,6
Cégeps	7,1	15,5	-	-	-	-	-	-	7,1	15,5
Université du Québec	8,3	10,0	-	-	7,0	7,0	-	-	7,9	7,7
Établissements publics de santé	10,0	8,5	-	-	-	-	-	-	10,0	8,5
Administrations locales	**7,6**	**8,6**	**-**	**-**	**8,8**	**9,9**	**7,0**	**9,0**	**7,9**	**9,0**
Municipalités locales	7,0	7,1	-	-	8,6	9,8	7,0	9,0	7,3	7,7
Communautés urbaines et régionales	12,8	21,6	-	-	9,2	10,0	-	-	11,1	14,2
Entreprises publiques	**11,5**	**7,0**	**17,2**	**77,5**	**9,9**	**12,5**	**9,8**	**8,0**	**12,4**	**31,5**
Hydro-Québec	11,7	6,8	26,9	95,6	9,9	12,5	9,8	8,0	13,5	36,5
Autres	11,9	8,0	5,8	4,5	-	-	-	-	7,2	6,3
Entreprises publiques de transport en commun	5,2	7,4	-	-	7,0	-	-	-	5,3	7,4
Total	**10,9**	**10,7**	**16,3**	**43,6**	**10,8**	**12,2**	**9,7**	**12,6**	**11,8**	**18,6**

1. Incluant les euro-canadiens.

Tableau 8
Coût réel moyen pondéré des emprunts à long terme du secteur public québécois selon la monnaie, janvier-décembre 1986

		Janvier	Février	Mars	Avril	Mai
				%		
1	**Monnaie canadienne**	**10,236**	**12,704**	**10,479**	**10,193**	**9,356**
2	Administrations publiques	10,308	10,677	10,456	10,191	9,356
3	Administration provinciale	10,390	10,786	10,435	10,230	9,460
4	Gouvernement du Québec	9,092	8,820	10,406	10,222	9,560
5	Ministères	9,092	8,820	10,460	10,170	9,600
6	Fonds spéciaux	-	-	10,406	10,270	9,400
7	Institutions publiques d'éducation	10,461	10,806	11,101	10,230	9,282
8	Commissions scolaires	10,334	10,784	11,101	10,129	9,282
9	Cégeps	10,630	11,040	-	-	-
10	Université du Québec	-	-	-	10,580	-
11	Institutions publiques de santé et de services sociaux	-	10,888	-	-	9,400
12	Administrations locales	10,216	10,578	10,761	10,171	9,071
13	Municipalités locales	10,216	10,578	10,761	10,134	9,071
14	Communautés urbaines et régionales	-	-	-	10,203	-
15	Entreprises publiques	10,219	13,890	11,754	10,250	9,561
16	Entreprises provinciales	10,205	13,890	12,000	10,250	9,561
17	Hydro-Québec	10,205	13,890	-	-	9,561
18	Autres	-	-	12,000	10,250	-
19	Entreprises publiques de transport en commun	10,587	-	10,618	-	-
20	**Monnaie américaine**	**9,006**	**9,415**	**9,938**	**8,796**	-
21	Gouvernement du Québec	11,581	11,700	10,139	8,854	-
22	Ministères	11,581	11,700	9,980	8,854	-
23	Fonds spéciaux	-	-	10,460	-	-
24	Entreprises provinciales	8,563	9,309	8,618	7,788	-
25	Hydro-Québec	-	-	8,980	8,380	-
26	Autres	8,563	9,309	7,938	6,938	-
27	**Monnaies européennes**[1]	**11 350**	-	**7,044**	**7,328**	**8,593**
28	Administrations publiques	11,350	-	7,044	8,464	7,673
29	Ministères	-	-	6,400	9,875	7,673
30	Administrations locales	11,350	-	9,165	7,328	-
31	Municipalité locales	11,350	-	9,165	6,971	-
32	Communautés urbaines et régionales	-	-	-	-	-
33	Hydro-Québec	-	-	-	-	9,561
34	**Autres monnaies (Yen)**	**10,922**	**6,659**	-	**9,600**	-
35	Administrations publiques	10,922	-	-	9,600	-
36	Gouvernement du Québec	-	-	-	9,600	-
37	Ministères	-	-	-	-	-
38	Fonds spéciaux	-	-	-	9,600	-
39	Municipalités locales	10,922	-	-	-	-
40	Hydro-Québec	-	6,659	-	-	-
41	**Total**	**10,389**	**10,535**	**9,411**	**8,916**	**8,964**

1. Incluant les émissions en euro-canadiens.

Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Total	
				%				
8,540	9,680	9,772	9,470	9,762	9,802	9,578	9,643	1
8,539	9,856	10,008	9,470	9,762	9,852	9,640	9,534	2
8,454	9,762	9,921	9,447	9,701	9,644	9,549	9,403	3
8,359	9,790	8,843	9,405	8,440	9,141	9,442	9,274	4
8,318	9,987	8,481	9,405	8,440	8,747	9,276	9,035	5
8,920	8,200	11,000	-	-	9,150	9,757	9,907	6
9,316	9,500	-	9,927	9,718	10,120	10,017	9,864	7
9,248	-	-	9,959	9,564	10,133	10,017	9,834	8
9,610	9,500	-	9,880	9,798	10,103	-	9,866	9
-	-	-	-	-	-	-	10,580	10
-	-	10,010	9,962	-	10,070	10,048	9,926	11
9,660	10,080	10,027	9,727	9,933	10,176	9,925	9,972	12
9,660	10,080	10,027	9,727	9,933	10,178	9,911	9,949	13
-	-	-	-	-	10,128	10,057	10,176	14
9,458	9,111	9,064	-	-	9,746	9,474	10,051	15
-	9,000	8,230	-	-	9,646	9,474	9,886	16
-	9,000	-	-	-	9,697	9,474	10,130	17
-	-	8,230	-	-	9,600	-	9,465	18
9,458	10,185	10,112	-	-	10,320	-	10,253	19
7,403	-	6,780	5,757	5,670	-	8,593	7,480	20
7,110	-	-	-	5,670	-	8,670	8,055	21
7,110	-	-	-	5,670	-	8,670	7,928	22
-	-	-	-	-	-	-	10,460	23
7,412	-	6,780	5,757	-	-	6,900	6,381	24
-	-	8,200	5,757	-	-	-	5,930	25
7,412	-	6,688	-	-	-	6,500	8,207	26
9,533	9,218	8,935	-	-	6,384	10,150	7,865	27
7,794	-	9,000	-	-	6,384	10,150	7,536	28
-	-	-	-	-	4,968	-	6,230	29
9,533	-	9,000	-	-	10,010	-	8,713	30
-	-	-	-	-	-	-	7,990	31
9,533	-	9,000	-	-	10,010	-	9,658	32
-	9,218	5,007	-	-	-	-	9,380	33
6,054	-	-	-	6,705	8,578	-	7,136	34
6,054	-	-	-	6,705	8,578	-	7,182	35
6,054	-	-	-	6,705	8,578	-	6,784	36
6,054	-	-	-	6,400	-	-	6,186	37
-	-	-	-	7,427	8,578	-	8,326	38
-	-	-	-	-	-	-	10,922	39
-	-	-	-	-	-	-	6,659	40
7,969	9,568	9,482	7,679	6,685	8,483	9,308	8,685	41

Tableau 9
Coût réel moyen et durée moyenne pondérés des emprunts à long terme du gouvernement du Québec, janvier-décembre 1986

		En monnaie canadienne				
		Au marché				
		Privé	Public			Total au marché (Moyenne pondérée)
		Banques et autres	Obligations d'épargne[1]	Autres	Total public	
	Janvier					
1	Coût réel %	-	8,83	-	8,83	8,83
2	Durée (année)	-	10,00	-	10,00	10,00
	Février					
3	Coût réel %	-	8,82	-	8,82	8,82
4	Durée (année)	-	10,00	-	10,00	10,00
	Mars					
5	Coût réel %	10,66	-	9,91	9,91	10,44
6	Durée (année)	8,62	-	5,00	5,00	7,55
	Avril					
7	Coût réel %	10,27		-	-	10,27
8	Durée (année)	5,00	-	-	-	5,00
	Mai					
9	Coût réel %	-	-	9,40	9,40	9,40
10	Durée (année)	-	-	8,00	8,00	8,00
	Juin					
11	Coût réel %	9,20	8,10	-	8,10	8,35
12	Durée (année)	14,26	10,00	-	10,00	10,98
	Juillet					
13	Coût réel %	8,20	8,10	-	8,10	8,20
14	Durée (année)	1,00	10,00	-	10,00	1,34
	Août					
15	Coût réel %	11,00	8,10	-	8,10	8,64
16	Durée (année)	3,30	10,00	-	10,00	8,74
	Septembre					
17	Coût réel %	9,59	8,10	9,47	9,46	9,48
18	Durée (année)	25,00	10,00	19,60	19,55	20,16
	Octobre					
19	Coût réel %	-	8,10	-	8,10	8,10
20	Durée (année)	-	10,00	-	10,00	10,00
	Novembre					
21	Coût réel %	9,15	8,10	13,25	8,23	9,14
22	Durée (année)	20,00	10,00	8,10	9,95	19,86
	Décembre					
23	Coût réel %	9,68	8,10	10,04	9,98	9,74
24	Durée (année)	10,30	10,00	9,00	9,03	10,02
	Moyenne annuelle pondérée					
25	**Coût réel %**	**9,79**	**8,10**	**9,64**	**8,68**	**9,13**
26	**Durée (année)**	**12,00**	**10,00**	**13,80**	**11,43**	**11,63**

1. Incluant les portions de l'émission 1985 encaissées en 1986.

En monnaie canadienne			Total					Moyenne générale pondérée	
Hors-marché									
Gouvernement du Canada (RPC)	Caisse de dépôt et placement	Total hors marché (Moyenne pondérée)	Monnaie canadienne	Euro-canadienne	Monnaie américaine	Monnaies européennes	Autres monnaies		
10,32	-	10,32	9,09	-	11,58	-	-	10,65	1
20,00	-	20,00	11,78	-	10,00	-	-	10,67	2
-	-	-	8,82	-	11,70	-	-	11,30	3
-	-	-	10,00	-	7,00	-	-	7,42	4
10,46	9,91	9,93	10,41	-	10,14	6,40	-	9,36	5
20,00	5,00	5,47	7,43	-	13,35	12,00	-	10,20	6
10,17	-	10,17	10,22	-	[illegible]	-	9,60	8,94	7
20,00	-	20,00	12,20	-	30,00	-	7,00	27,60	8
9,59	9,60	9,60	9,56	-	-	7,67	-	8,51	9
20,00	20,00	20,00	17,62	-	-	15,00	-	16,16	10
9,62	-	9,62	8,36	-	7,11	-	6,05	7,72	11
20,00	-	20,00	11,00	-	9,00	-	11,13	11,04	12
9,97	10,00	10,00	9,79	-	-	-	-	9,79	13
20,00	15,00	15,02	13,45	-	-	-	-	13,45	14
9,50	-	9,50	8,84	-	-	-	-	8,84	15
20,00	-	20,00	11,37	-	-	-	-	11,37	16
9,54	9,34	9,34	9,41	-	-	-	-	9,41	17
20,00	14,55	14,56	17,08	-	-	-	-	17,08	18
9,36	-	9,36	8,44	-	5,67	-	6,71	6,06	19
20,00	-	20,00	12,70	-	15,00	-	19,17	16,57	20
9,64	-	9,64	9,14	7,30	-	4,97	8,58	6,59	21
20,00	-	20,00	19,87	4,30	-	16,00	5,75	14,31	22
9,55	9,28	9,28	9,44	-	8,67	-	-	9,04	23
20,00	13,30	13,30	12,16	-	40,00	-	-	26,63	24
9,79	**9,52**	**9,53**	**9,27**	**7,30**	**8,06**	**6,23**	**6,78**	**8,28**	**25**
20,00	**14,70**	**14,75**	**12,80**	**4,30**	**25,90**	**14,40**	**13,50**	**16,65**	**26**

Tableau 10

Coût réel moyen et durée moyenne pondérés des administrations publiques locales selon le mode de vente et la monnaie, Québec, janvier-décembre 1986

	Selon le mode de vente[1]		Détail selon la monnaie					
	Au marché	Hors marché SCHL	Monnaie canadienne	Euro-canadienne	Monnaie américaine	Monnaies européennes	Autres	Total général
Janvier								
Coût réel %	10,22	-	10,22	11,35	-	-	10,92	10,87
Durée (année)	7,76	-	7,76	10,00	-	-	9,00	8,97
Février								
Coût réel %	10,58	-	10,58	-	-	-	-	10,58
Durée (année)	5,90	-	5,90	-	-	-	-	5,90
Mars								
Coût réel %	10,76	-	10,76	10,85	-	4,75	-	9,66
Durée (année)	6,53	-	6,53	10,00	-	4,00	-	7,78
Avril								
Coût réel %	10,17	-	10,17	9,72	-	5,93	-	8,64
Durée (année)	14,27	-	14,27	10,00	-	10,40	-	12,11
Mai								
Coût réel %	9,07	-	9,07	-	-	-	-	9,07
Durée (année)	4,71	-	4,71	-	-	-	-	4,71
Juin								
Coût réel %	9,66	-	9,66	9,53	-	-	-	9,61
Durée (année)	8,18	-	8,18	10,00	-	-	-	8,85
Juillet								
Coût réel %	10,08	-	10,08	-	-	-	-	10,08
Durée (année)	7,79	-	7,79	-	-	-	-	7,79
Août								
Coût réel %	10,03	-	10,03	-	-	9,00	-	9,78
Durée (année)	8,28	-	8,28	-	-	10,00	-	8,70
Septembre								
Coût réel %	9,73	-	9,73	-	-	-	-	9,73
Durée (année)	5,03	-	5,03	-	-	-	-	5,03
Octobre								
Coût réel %	9,93	-	9,93	-	-	-	-	9,93
Durée (année)	7,79	-	7,79	-	-	-	-	7,79
Novembre								
Coût réel %	10,18	-	10,18	10,01	-	-	-	10,10
Durée (année)	6,85	-	6,85	10,00	-	-	-	8,22
Décembre								
Coût réel %	9,91	10,06	9,93	-	-	-	-	9,93
Durée (année)	7,03	40,00	9,79	-	-	-	-	9,79
Moyenne annuelle pondérée								
Coût réel %	**9,97**	**10,06**	**9,97**	**10,15**	**-**	**6,59**	**10,92**	**9,66**
Durée (année)	**8,10**	**40,00**	**8,59**	**10,00**	**-**	**9,68**	**9,00**	**8,97**

1. Émissions en monnaie canadienne.

Tableau 11
Coût réel moyen et durée moyenne pondérés des emprunts à long terme d'Hydro-Québec, Québec, janvier-décembre 1986

	Monnaie					Moyenne générale pondérée
	Canadienne	Euro-canadienne	Américaine	Européennes	Autres	
Janvier						
Coût réel %	10,21	-	-	-	-	10,21
Durée (année)	3,7	-	-	-	-	3,7
Février						
Coût réel %	13,89	-	-	-	6,66	10,93
Durée (année)	5,0	-	-	-	8,0	6,2
Mars						
Coût réel %	-	-	8,98	-	-	8,98
Durée (année)	-	-	40,0	-	-	40,0
Avril						
Coût réel %	-	-	8,38	-	-	8,38
Durée (année)	-	-	40,0	-	-	40,0
Mai						
Coût réel %	-	9,56	-	-	-	9,56
Durée (année)	-	15,	-	-	-	15,0
Juin						
Coût réel %	-	-	-	-	-	-
Durée (année)	-	-	-	-	-	-
Juillet						
Coût réel %	9,00	9,22	-	-	-	9,13
Durée (année)	3,6	10,0	-	-	-	7,4
Août						
Coût réel %	-	-	8,20	5,01	-	6,77
Durée (année)	-	-	10,0	8,0	-	9,1
Septembre						
Coût réel %	-	-	5,76	-	-	5,76
Durée (année)	-	-	99,0	-	-	99,0
Octobre						
Coût réel %	-	-	-	-	-	-
Durée (année)	-	-	-	-	-	-
Novembre						
Coût réel %	9,70	-	-	-	-	9,70
Durée (année)	6,6	-	-	-	-	6,6
Décembre						
Coût réel %	9,47	-	-	-	-	9,47
Durée (année)	10,0	-	-	-	-	10,0
Moyenne annuelle pondérée						
Coût réel %	**10,13**	**9,39**	**5,93**	**5,01**	**6,66**	**8,51**
Durée (année)	**6,8**	**12,5**	**95,6**	**8,0**	**8,0**	**36,5**

Tableau 12
Coût réel moyen et durée moyenne pondérés des emprunts à long terme des commissions scolaires, Québec, janvier-décembre 1986

	Moyenne pondérée	
	Coût réel[1]	Durée
	%	Année
Janvier	10,334	8,2
Février	10,784	10,2
Mars	11,101	16,2
Avril	10,129	15,3
Mai	9,282	12,9
Juin	9,248	15,5
Juillet	-	-
Août	-	-
Septembre	9,959	16,2
Octobre	9,564	15,7
Novembre	10,133	8,0
Décembre	10,017	7,7
Moyenne annuelle pondérée	**9,834**	**12,6**

1. Moyenne pondérée dans le cas d'émission en plusieurs tranches.

Tableau 13

Valeur mensuelle des emprunts à long terme des administrations publiques locales selon le mode de vente et la monnaie, Québec, janvier-décembre 1986

	Selon le mode de vente[1]		Détail selon la monnaie[2]					
	Au marché	Hors marché SCHL	Monnaie canadienne	Euro-canadienne	Monnaie américaine	Monnaies européennes	Autres	Total général
				000 $				
Janvier	22 270	-	22 270	24 000	-	-	68 550	114 820
Février	30 684	-	30 684	-	-	-	-	30 684
Mars	25 158	-	25 158	40 000	-	15 264	-	80 422
Avril	139 983	-	139 983	60 000	-	102 866	-	302 849
Mai	77 950	-	77 950	-	-	-	-	77 950
Juin	60 180	-	60 180	35 000	-	-	-	95 180
Juillet	105 380	-	105 380	-	-	-	-	105 380
Août	123 052	-	123 052	-	-	40 000	-	163 052
Septembre	49 924	-	49 924	-	-	-	-	49 924
Octobre	35 673	-	35 673	-	-	-	-	35 673
Novembre	97 738	-	97 738	75 000	-	-	-	172 738
Décembre	136 324	12 858	149 182	-	-	-	-	149 182
Total	**904 316**	**12 858**	**917 174**	**234 000**	**-**	**158 130**	**68 550**	**1 377 854**

1. Émissions en monnaie canadienne.
2. Exprimé en dollars canadiens.

Tableau 14
Valeur mensuelle des emprunts à long terme du secteur public québécois selon l'emprunteur, janvier-décembre 1986

		Janvier	Février	Mars	Avril	Mai
				'000 $		
1	**Administrations publiques**	**141 975**	**61 487**	**817 288**	**762 852**	**449 382**
2	Administration provinciale	27 155	30 803	736 866	460 003	371 432
3	Gouvernement du Québec	3 485	3 463	751 266	392 893	284 072
4	Ministères	3 485	3 463	324 060	352 083	259 072
5	Monnaie canadienne	1 307	480	640	753	101 136
6	Monnaie américaine	2 178	2 983	141 340	351 330	-
7	Monnaies européennes	-	-	182 080	-	157 936
8	Autres monnaies	-	-	-	-	-
9	Fonds spéciaux	-	-	397 206	40 810	25 000
10	Monnaie canadienne	-	-	327 286	810	25 000
11	Monnaie américaine	-	-	69 920	-	-
12	Monnaies européennes	-	-	-	-	-
13	Autres monnaies	-	-	-	40 000	-
14	Institutions publiques d'éducation	23 670	22 640	15 600	67 110	62 360
15	Commissions scolaires	13 470	20 640	15 600	52 110	62 360
16	Cégeps	10 200	2 000	-	-	-
17	Université du Québec	-	-	-	15 000	-
18	Institutions publiques de santé et de services sociaux	-	4 700	-	-	25 000
19	Administrations locales	114 820	30 684	80 422	302 849	77 950
20	Municipalités locales	114 820	30 684	80 422	207 849	77 950
21	Monnaie canadienne	22 270	30 684	25 158	64 983	77 950
22	Monnaies européennes	24 000	-	55 264	142 866	-
23	Autres monnaies	68 550	-	-	-	-
24	Communautés urbaines et régionales	-	-	-	95 000	-
25	Monnaie canadienne	-	-	-	75 000	-
26	Monnaies européennes	-	-	-	20 000	-
27	**Entreprises publiques**	**220 343**	**233 430**	**39 505**	**27 831**	**150 000**
28	Entreprises provinciales	212 649	233 430	38 205	27 831	150 000
29	Hydro-Québec	200 000	169 306	21 026	11 991	150 000
30	Monnaie canadienne	200 000	100 000	-	-	-
31	Monnaie américaine	-	-	21 026	11 991	-
32	Monnaies européennes	-	-	-	-	150 000
33	Autres monnaies	-	69 306	-	-	-
34	Autres entreprises provinciales	12 649	64 124	17 179	15 840	-
35	Monnaie canadienne	0	0	6 000	7 500	-
36	Monnaie américaine	12 649	64 124	11 179	8 340	-
37	Entreprises publiques de transport en commun	7 694	-	1 300	-	-
38	**Total**	**362 318**	**294 917**	**856 793**	**790 683**	**599 382**

Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Total	
				'000 $				
1 207 658	**356 168**	**190 868**	**592 605**	**804 653**	**614 611**	**1 031 713**	**7 031 259**	**1**
1 112 478	250 788	27 816	542 681	768 980	441 873	882 531	5 653 405	2
1 027 883	226 788	2 121	501 486	670 220	363 513	797 386	5 024 575	3
977 883	201 788	1 816	501 486	595 220	206 513	665 536	4 092 404	4
690 387	201 788	1 816	501 486	1 312	1 559	251 096	1 753 759	5
678	-	-	-	416 700	-	414 440	1 329 649	6
-	-	-	-	-	204 954	-	544 970	7
286 818	-	-	-	177 208	-	-	464 026	8
50 000	25 000	305	-	75 000	157 000	81 850	852 171	9
50 000	25 000	305	-	-	72 000	81 850	582 251	10
-	-	-	-	-	-	-	69 920	11
-	-	-	-	-	20 000	-	20 000	12
-	-	-	-	75 000	65 000	-	180 000	13
84 595	24 000	-	12 130	98 760	70 360	100 700	581 925	14
68 595	-	-	7 130	33 760	40 360	50 700	364 725	15
16 000	24 000	-	5 000	65 000	30 000	-	152 200	16
-	-	-	-	-	-	50 000	65 000	17
-	-	25 695	29 065	-	8 000	34 445	126 905	18
95 180	105 380	163 052	49 924	35 673	172 738	149 182	1 377 854	19
60 180	105 380	123 052	49 924	35 673	92 415	134 695	1 113 044	20
60 180	105 380	123 052	49 924	35 673	92 415	134 695	822 364	21
-	-	-	-	-	-	-	222 130	22
-	-	-	-	-	-	-	68 550	23
35 000	-	40 000	-	-	80 323	14 487	264 810	24
-	-	-	-	-	5 323	14 487	94 810	25
35 000	-	40 000	-	-	75 000	-	170 000	26
22 675	**260 300**	**64 282**	**552 280**	-	**223 000**	**380 198**	**2 173 845**	**27**
20 910	250 000	41 976	552 280	-	190 000	380 198	2 097 480	28
-	100 000	1 471	552 280	-	90 000	365 000	1 811 074	29
-	250 000	-	-	-	90 000	365 000	855 000	30
-	-	814	552 280	-	-	-	586 111	31
-	150 000	657	-	-	-	-	300 657	32
-	-	-	-	-	-	-	69 306	33
20 910	-	40 505	-	-	100 000	15 198	286 406	34
-	-	28 000	-	-	100 000	-	141 500	35
20 910	-	12 505	-	-	-	15 198	144 906	36
1 765	10 300	22 306	-	-	33 000	-	76 365	37
1 230 333	**616 468**	**255 150**	**1 144 885**	**804 653**	**837 611**	**1 411 910**	**9 205 104**	**38**

Tableau 15
Valeur mensuelle des emprunts à long terme du secteur public québécois selon la monnaie, janvier-décembre 1986

		Janvier	Février	Mars	Avril	Mai
				'000 $		
1	**Monnaie canadienne**	**254 941**	**158 504**	**375 984**	**216 156**	**291 446**
2	Administrations publiques	47 247	58 504	468 684	208 656	291 446
3	Administration provinciale	24 977	27 820	343 526	68 673	213 496
4	Gouvernement du Québec	1 307	480	327 926	1 563	126 136
5	Ministères	1 307	480	640	753	101 136
6	Fonds spéciaux	-	-	327 286	810	25 000
7	Institutions publiques d'éducation	23 670	22 640	15 600	67 110	62 360
8	Commissions scolaires	13 470	20 640	15 600	52 110	62 360
9	Cégeps	10 200	2 000	-	-	-
10	Université du Québec	-	-	-	15 000	-
11	Institutions publiques de santé et de services sociaux	-	4 700	-	-	25 000
12	Administrations locales	22 270	30 684	25 158	139 983	77 950
13	Municipalités locales	22 270	30 684	25 158	64 983	77 950
14	Communautés urbaines et régionales	-	-	-	75 000	-
15	Entreprises publiques	207 694	100 000	7 300	7 500	-
16	Entreprises provinciales	200 000	100 000	6 000	7 500	-
17	Hydro-Québec	200 000	100 000	-	-	-
18	Autres	-	-	6 000	7 500	-
19	Entreprises publiques de transport en commun	7 694	-	1 300	-	-
20	**Monnaie américaine**	**14 827**	**67 107**	**243 465**	**371 661**	**-**
21	Gouvernement du Québec	2 178	2 983	211 260	351 330	-
22	Ministères	2 178	2 983	141 340	351 330	-
23	Fonds spéciaux	-	-	69 920	-	-
24	Entreprises provinciales	12 649	64 124	32 205	20 331	-
55	Hydro-Québec	-	-	21 026	11 991	-
26	Autres	12 649	64 124	11 179	8 340	-
27	**Monnaies européennes**[1]	**24 000**	**-**	**237 344**	**162 866**	**307 936**
28	Administrations publiques	24 000	-	237 344	162 866	157 936
29	Administration provinciale	-	-	182 080	-	157 936
30	Ministères	-	-	182 080	-	157 936
31	Fonds spéciaux	-	-	-	-	-
32	Administrations locales	24 000	-	55 264	162 866	-
33	Municipalité locales	24 000	-	55 264	142 866	-
34	Communautés urbaines et régionales	-	-	-	20 000	-
35	Hydro-Québec	-	-	-	-	150 000
36	**Autres monnaies (Yen)**	**68 550**	**69 306**	**-**	**40 000**	**-**
37	Administrations publiques	68 550	-	-	40 000	-
38	Gouvernement du Québec	-	-	-	40 000	-
39	Ministères	-	-	-	-	-
40	Fonds spéciaux	-	-	-	40 000	-
41	Municipalités locales	68 550	-	-	-	-
42	Hydro-Québec	-	69 306	-	-	-
43	**Total**	**362 318**	**294 917**	**856 793**	**790 683**	**599 382**

1. Incluant les emprunts en euro-canadiens.

Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Total	
				'000 $				
886 927	**466 468**	**201 174**	**582 605**	**135 745**	**472 657**	**932 273**	**4 984 879**	1
885 162	356 168	150 868	582 605	135 745	249 657	567 273	3 912 014	2
824 982	250 788	27 816	542 681	100 072	151 091	418 091	2 994 841	3
740 387	226 788	2 121	501 486	1 312	73 559	332 946	2 336 010	4
690 387	201 788	1 816	501 486	1 312	1 559	251 096	1 753 759	5
50 000	25 000	305	-	-	72 000	81 850	582 251	6
84 595	24 000	-	12 130	98 760	70 360	50 700	531 925	7
68 595	-	-	7 130	33 760	40 360	50 700	364 725	8
16 000	24 000	-	5 000	65 000	30 000	-	152 200	9
-	-	-	-	-	-	-	15 000	10
-	-	25 695	29 065	-	8 000	34 445	126 905	11
60 180	105 380	123 052	49 924	35 673	37 738	149 182	917 174	12
60 180	105 380	123 052	49 924	35 673	92 415	134 695	822 364	13
-	-	-	-	-	5 323	14 487	94 810	14
1 765	110 300	50 306	-	-	223 000	365 000	1 072 865	15
-	100 000	28 000	-	-	190 000	365 000	996 500	16
-	100 000	-	-	-	90 000	365 000	855 000	17
-	-	28 000	-	-	100 000	-	141 500	18
1 765	10 300	22 306	-	-	33 000	-	76 365	19
21 588	-	**13 319**	**552 280**	**416 700**	-	**429 638**	**2 130 586**	**20**
678	-	-	-	416 700	-	414 440	1 399 569	21
678	-	-	-	416 700	-	414 440	1 329 649	22
-	-	-	-	-	-	-	69 920	23
20 910	-	13 319	552 280	-	-	15 198	731 017	24
-	-	814	552 280	-	-	-	586 111	25
20 910	-	12 505	-	-	-	15 198	144 906	26
35 000	**150 000**	**40 657**	-	-	**299 954**	**50 000**	**1 307 757**	**27**
35 000	-	40 000	-	-	299 954	50 000	1 007 100	28
-	-	-	-	-	224 954	-	564 970	29
-	-	-	-	-	204 954	-	544 970	30
-	-	-	-	-	20 000	-	20 000	31
35 000	-	40 000	-	-	75 000	-	392 130	32
-	-	-	-	-	-	-	222 130	33
35 000	-	40 000	-	-	75 000	-	170 000	34
-	150 000	657	-	-	-	-	300 657	35
286 818	-	-	-	**252 208**	**65 000**	-	**781 882**	**36**
286 818	-	-	-	252 208	65 000	-	712 576	37
286 818	-	-	-	252 208	65 000	-	644 026	38
286 818	-	-	-	177 208	-	-	464 026	39
-	-	-	-	75 000	65 000	-	180 000	40
-	-	-	-	-	-	-	68 550	41
-	-	-	-	-	-	-	69 306	42
1 230 333	**616 468**	**255 150**	**1 144 885**	**804 653**	**837 611**	**1 411 910**	**9 205 104**	**43**

Tableau 16
Valeur mensuelle des emprunts à long terme du gouvernement du Québec selon le mode de vente et la monnaie, janvier-décembre 1986

		Janvier	Février	Mars	Avril	Mai
				'000 $		
1	**Monnaie canadienne**	1 307	480	327 926	1 563	126 136
2	Hors-marché	233	-	20 640	753	101 136
3	Gouvernement du Canada (RPC)	233	-	640	753	1 136
4	Caisse de dépôt et placement	-	-	20 000	-	100 000
5	Au marché	1 074	480	307 286	810	25 000
6	Privé (banques et autres)	-	-	207 286	810	-
7	Public	1 074	480	100 000	-	25 000
8	Obligations d'épargne[1]	1 074	480	-	-	-
9	Autres	-	-	100 000	-	25 000
10	**Euro-canadienne**	-	-	-	-	-
11	**Monnaie américaine**	2 178	2 983	211 280	351 330	-
12	**Monnaies européennes**	-	-	182 080	-	157 936
13	**Autres monnaies (Yen)**	-	-	-	40 000	-
14	**Total**	3 485	3 463	721 286	392 893	284 072

1. Incluant les portions de l'émission 1985 encaissées en 1986.

Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Total	
				'000 $				
740 387	226 788	2 121	501 486	1 312	73 559	332 946	2 336 010	1
1 216	200 803	494	275 535	354	571	250 127	851 862	2
1 216	803	494	535	354	571	127	6 862	3
-	200 000	-	275 000	-	-	250 000	845 000	4
746 873	25 985	1 627	225 951	958	72 988	82 819	1 491 850	5
171 873	25 000	305	25 000	-	72 000	53 850	556 124	6
575 000	985	1 322	200 951	958	988	28 969	935 726	7
575 000	985	1 322	951	958	963	969	582 701	8
-	-	-	200 000	-	25	28 000	353 025	9
-	-	-	-	-	20 000	-	20 000	10
678	-	-	-	416 700	-	414 440	1 399 568	11
-	-	-	-	-	204 954	-	544 970	12
286 818	-	-	-	252 208	65 000	-	644 026	13
1 027 883	226 788	2 121	501 486	670 220	363 513	747 386	4 944 575	14

Tableau 17
Valeur mensuelle des emprunts à long terme des commissions scolaires, Québec, janvier-décembre 1986

	Total[1]
	'000 $
Janvier	13 470
Février	20 640
Mars	15 600
Avril	52 110
Mai	62 360
Juin	68 595
Juillet	-
Août	-
Septembre	7 130
Octobre	33 760
Novembre	40 360
Décembre	50 700
Total	**364 725**

1. Émissions en monnaie canadienne.

Tableau 18
Détail des emprunts à long terme du gouvernement du Québec (ministères), janvier-décembre 1986

	Date		Durée	Valeur nominale[1]	Taux d'intérêt	Prix à l'emprunteur	Coût réel	Créancier[2]
	Émission	Échéance	Années	'000 $	%	$	%	
Janvier	03	06-01-03	20,0	233	10,58 A	100,00	10,320	R.P.C.
	10	96-01-10	10,0	1 041	11,88 A	100,00	11,560	Devises étrangères
				(US 744)				
	29	96-01-29	10,0	1 137	11,93 A	100,00	11,600	Devises étrangères
				(US 806)				
	31[3]	95-06-01	10,0	1 074	9,00 A	100,00	8,825	O.E.Q.
Février	25	93-02-25	7,0	2 983	12,03 A	100,00	11,700	Devises étrangères
				(US 2 139)				
	28[3]	95-06-01	10,0	480	9,00 A	100,00	8,820	O.E.Q.
Mars	01	98-03-01	12,0	182 080	6,50 A	100,00	6,400	Devises étrangères
				(DM 300 000)				
	03	06-03-03	20,0	640	10,72 A	100,00	10,460	R.P.C.
	12	01-03-12	15,0	141 340	10,23 A	100,00	9,980	Devises étrangères
				(US 99 950)				
Avril	01	16-04-01	30,0	351 330	9,00 A	99,50	8,854	Devises étrangères
				(EURO-US 250 000)				
	01	06-04-01	20,0	753	10,17	100,00	10,170	R.P.C.
Mai	01	06-05-01	20,0	100 000	9,50	99,12	9,600	C.D.P.Q.
	01	06-05-01	20,0	1 136	9,59	100,00	9,590	R.P.C.
	22	01-05-22	15,0	157 936	7,88 A	100,50	7,673	Devises étrangères
				(FF 800 000)				
Juin	01	96-06-01	10,0	565 800	8,25 A	100,00	8,100	O.E.Q.
	02	06-06-02	20,0	1 216	9,62	100,00	9,620	R.P.C.
	03	98-06-03	12,0	161 508	6,00 A	101,75	5,709	Devises étrangères
				(YJ 20 000 000)				
	04	95-06-04	9,0	679	7,11	100,00	7,110	Devises étrangères
				(US 487)				
	14	92-06-14	6,0	1 873	16,29 A	100,00	15,680	Privé
	20	98-06-20	12,0	120 000	9,25	100,18	9,220	Privé
	30[3]	95-06-01	10,0	1 498	8,54 A	100,00	8,365	O.E.Q.
	30	96-06-30	10,0	125 310	6,50	100,00	6,500	Devises étrangères
				(YJ 15 000 000)				
Juillet	02	06-07-02	20,0	803	9,97	100,00	9,970	R.P.C.
	07	98-07-07	12,0	125 000	9,75	98,86	9,910	C.D.P.Q.
	07	06-07-07	20,0	75 000	10,00	98,83	10,140	C.D.P.Q.
	31[4]	96-06-01	10,0	985	8,25 A	100,00	8,100	O.E.Q.
Août	01	06-08-01	20,0	494	9,50	100,00	9,500	R.P.C.
	31[4]	96-06-01	10,0	1 322	8,25 A	100,00	8,100	O.E.Q.
Septembre	02	96-09-02	10,0	122 000	9,00	98,33	9,260	C.D.P.Q. (50 000)
	02	11-09-02	25,0	178 000	9,50	99,16	9,590	Public (72 000) C.D.P.Q. (25 000) Privé (25 000)
	02	96-09-02	10,0	75 000	9,00	98,54	9,230	Public (128 000) C.D.P.Q.
	02	11-09-02	25,0	75 000	9,50	99,54	9,550	C.D.P.Q.
	02	06-09-02	20,0	535	9,54	100,00	9,540	R.P.C.
	24	91-09-24	5,0	50 000	9,00	99,33	9,170	C.D.P.Q.
	30	96-06-01	10,0	951	8,25 A	100,00	8,100	O.E.Q.
Octobre	01	06-10-01	20,0	354	9,36	100,00	9,360	R.P.C.
	15	01-10-15	15,0	416 700	5,75 A	100,00	5,670	Devises étrangères
				(US 300 000)				
	31	09-10-31	23,0	177 208	6,40	100,00	6,400	Devises étrangères
				(YJ 20 000 000)				
	31[4]	96-06-01	10,0	958	8,25 A	100,00	8,100	O.E.Q.

Tableau 18 (suite)
Détail des emprunts à long terme du gouvernement du Québec (ministères), janvier-décembre 1986

	Date		Durée	Valeur nominale[1]	Taux d'intérêt	Prix à l'emprunteur	Coût réel	Créancier[2]
	Émission	Échéance	Années	'000 $	%	$	%	
Novembre	04	06-11-04	20,0	571	9,64	100,00	9,640	R.P.C.
	20	98-11-20	12,0	102 477 (FS 125 000)	4,88 A	100,25	4,793	Devises étrangères
	20	06-11-20	20,0	102 477 (FS 125 000)	5,25 A	100,50	5,144	Devises étrangères
	26	94-12-22	8,1	25	13,25	100,00	13,250	Public
	30[4]	96-06-01	10,0	963	8,25 A	100,00	8,100	O.E.Q.
Décembre	01	95-12-04	9,0	50 (US 36)	6,31	100,00	6,310	Devises étrangères
	02	06-12-02	20,0	127	9,55	100,00	9,550	R.P.C.
	03	26-12-01	40,0	414 390 (US 300 000)	8,63	99,60	8,670	Devises étrangères
	22	96-09-02	9,7	190 000	9,00	98,92	9,170	C.D.P.Q.
	22	11-09-02	24,7	60 000	9,50	98,79	9,630	C.D.P.Q.
	31[4]	96-06-01	10,0	969	8,25 A	100,00	8,100	O.E.Q.
Total			**18,35**	**4 092 404**	**7,955**	**99,755**	**7,979[5]**	

A Coupon annuel.
1. En dollars canadiens.
2. R.P.C.: Régime de pensions du Canada.
   C.D.P.Q.: Caisse de dépôt et placement du Québec.
   O.E.Q.: Obligations d'épargne du Québec.
3. Portion de l'émission 1985 encaissée en 1986.
4. Portion de l'émission 1986 encaissée ce mois.
5. Moyenne pondérée.

Tableau 19
Détail des emprunts à long terme du gouvernement du Québec (fonds spéciaux), janvier-décembre 1986

	Date		Durée	Valeur nominale[1]	Taux d'intérêt	Prix à l'emprunteur	Coût réel	Emprunteur[2]
	Émission	Échéance	Années	'000 $	%	$	%	
Mars	04	91-03-04	5,0	336	11,00	100,00	11,000	Radio-Québec
	13	96-03-13	10,0	35 000 (EURO-US 25 000)	9,15	90,91	10,650	SQAE
	24	91-03-24	5,0	35 000	11,38 A	100,00	11,080	SDI
	25	91-03-25	5,0	120 000	9,88	99,88	9,910	SQAE
	27	96-03-27	10,0	168 000	10,78 A	100,00	10,500	OCA
	27	96-03-27	10,0	3 950	10,13	98,78	10,330	Société du Grand Théâtre de Québec
	27	96-03-27	10,0	34 920 (EURO-US 25 492)	8,87 A	90,22	10,270	SQAE
Avril	17	91-04-17	5,0	810	10,53 A	100,00	10,270	SHQ
	30	93-04-30	7,0	40 000 (YJ 5 084 000)	9,49	99,47	9,600	SQAE
Mai	27	94-05-27	8,0	25 000	9,25	99,17	9,400	Corporation d'hébergement du Québec
Juin	12	06-06-12	20,0	50 000	8,92	100,00	8,920	SIQ
Juillet	01	87-06-30	1,0	25 000	8,20	100,00	8,200	Radio-Québec
Août	04	89-11-04	3,3	305	11,00	100,00	11,000	Radio-Québec
Octobre	02	96-10-02	10,0	25 000 (YJ 2 800 000)	9,48	100,00	9,480	SQAE
	18	97-01-08	10,2	50 000 (YJ 5 800 000)	6,40	100,00	6,400	SIQ
Novembre	17	06-11-17	20,0	72 000	9,15	100,00	9,150	SIQ
	25	91-03-25	4,3	20 000 (EURO-CAN)	9,88	109,38	7,300	SQAE
	25	91-03-25	4,3	30 000 (YJ 3 450 000)	11,12	100,00	11,120	SQAE
	26	93-11-26	7,0	35 000 (YJ 4 060 000)	6,40	100,00	6,400	Société du Parc industriel du Centre du Québec
Décembre	03	96-12-03	10,0	50 000	9,85	100,00	9,850	SHQ
	10	91-12-10	5,0	3 850	9,84	99,55	9,960	Musée du Québec
	18	95-12-18	9,0	28 000	10,00	99,74	10,040	Corporation d'hébergement du Québec
Total			9,5[3]	852 171	9,51[3]	99,42[3]	9,587[3]	

A Coupon annuel.
1. En dollars canadiens.
2. SQAE: Société québécoise d'assainissement des eaux.
SDI: Société de développement industriel du Québec.
OCA: Office du crédit agricole du Québec.
SHQ: Société d'habitation du québec.
SIQ: Société immobilière du Québec.
3. Moyenne pondérée.

Tableau 20
Détail des emprunts à long terme des cégeps, Québec, janvier-décembre 1986

	Date		Durée[1]	Valeur nominale[2]	Taux d'intérêt[3]	Prix à l'emprunteur[3]	Coût réel[3]	Emprunteur
	Émission	Échéance	Années	'000 $	%	$	%	
Janvier	08	96-01-08	10,0	3 100	10,50	99,20	10,630	Cégep de Joliette
	08	96-01-08	10,0	3 100	10,50	99,20	10,630	Cégep Édouard Montpetit
	08	96-01-08	10,0	4 000	10,50	99,20	10,630	Cégep André Laurendeau
Février	20	96-02-20	10,0	2 000	10,50	96,80	11,040	Cégep de Saint-Jérôme
Juin	26	92-06-26	6,0	4 000	9,50	99,50	9,610	Cégep Montmorency
	26	92-06-26	6,0	8 000	9,50	99,50	9,610	Cégep du Vieux-Montréal
	26	92-06-26	6,0	4 000	9,50	99,50	9,610	Cégep de Sainte-Foy
Juillet	09	06-07-09	20,0	10 000	9,50	99,50	9,500	Cégep Lionel-Groulx
	09	06-07-09	20,0	6 500	9,50	99,50	9,500	Cégep de Jonquière
	16	06-07-16	20,0	7 500	9,50	99,50	9,500	Cégep de St-Hyacinthe
Septembre	30	96-09-30	10,0	5 000	9,50	98,31	9,880	Cégep de l'Outaouais
Octobre	01	96-10-01	10,0	3 500	9,35	98,10	9,770	Cégep de Valleyfield
	07	16-10-07	30,0	10 000	9,44	99,00	9,530	Cégep de la région Amiante
	07	16-10-07	30,0	10 500	9,44	99,13	9,510	Cégep Abitibi-Témiscamingue
	09	96-10-09	10,0	8 000	9,50	98,39	9,850	Cégep Lévis-Lauzon
	14	06-10-14	20,0	7 000	9,76	98,71	9,970	Cégep de Limoilou
	15	06-10-15	20,0	17 000	9,55	98,38	9,900	Cégep d'Ahuntsic
	16	06-10-16	20,0	9 000	9,66	94,52	10,070	Cégep de Trois-Rivières
Novembre	05	93-11-05	7,0	15 000	10,00	99,85	10,030	Cégep André Laurendeau
	12	96-11-12	10,0	7 500	9,87	98,47	10,190	Cégep de Victoriaville
	14	91-11-14	5,0	7 500	9,95	98,83	10,160	Cégep de Sherbrooke
Total			**15,5[4]**	**152 200**	**9,68[4]**	**98,75[4]**	**9,866[4]**	

1. Lorsqu'il s'agit d'échéance en séries, la durée indiquée correspond à une moyenne pondérée qui prend en considération la durée et la somme à rembourser, et ce, à chaque échéance.
2. En dollars canadiens.
3. Moyenne pondérée dans le cas d'émissions en plusieurs tranches.
4. Moyenne pondérée.

Tableau 21
Détail des emprunts à long terme des établissements publics de santé et de services sociaux, Québec, janvier-décembre 1986

	Date		Durée[1]	Valeur nominale[2]	Taux d'intérêt[3]	Prix à l'emprunteur[3]	Coût réel[3]	Emprunteur
	Émission	Échéance	Années	'000 $	%	$	%	
Février	20	06-02-20	20,0	1 030	11,25	98,72	11,410	Manoir de la Pointe-Bleue(1978)
	20	06-02-20	20,0	1 020	11,25	98,72	11,410	Hôpital de la Plâta
	20	91-02-20	5,0	2 650	10,00	98,30	10,485	L'Hôtel-Dieu de Gaspé
Mai	27	94-05-27	8,0	25 000	9,25	99,17	9,400	Corp. d'Héberg. du Québec
Août	20	20-08-91	5,0	3 070	9,50	98,14	9,980	C.H. de Granby
	20	20-08-91	5,0	6 525	9,50	98,14	9,980	C.H. Le Gardeur
	20	20-08-91	5,0	9 725	9,50	98,14	9,980	C.H. Pierre Boucher
	20	06-08-20	20,0	3 000	10,00	97,81	10,260	Hôpital N.D. de Charny
	28	96-08-28	10,0	3 375	9,60	98,36	9,958	C.H. de Valleyfield
Septembre	11	91-09-11	5,0	5 000	9,50	98,53	9,880	Hôpital du Haut.Richelieu
	11	96-09-11	10,0	6 625	9,58	98,30	9,962	Hôtel-Dieu de Sorel
	11	91-09-11	5,0	2 290	9,00	96,59	9,880	C.H. Honoré Mercier Inc.
	11	91-09-11	5,0	1 800	9,00	96,59	9,880	Hôpital Marie Clarac
	23	96-09-23	10,0	3 200	9,75	98,56	9,980	Hôpital Royal Victoria
	23	91-09-23	5,0	2 300	9,25	97,18	9,980	C. D'Accueil Le Manoir Trinité
	23	97-09-23	11,0	1 990	10,00	99,50	10,080	Inst. Canad-Polonais
	23	91-09-23	5,0	1 885	9,25	97,18	9,980	C.L.S.C. de Hull
	30	06-09-30	20,0	3 975	9,75	97,36	10,060	C.H. de Ste-Mary
Novembre	04	94-11-04	8,0	8 000	10,00	99,62	10,070	C.H. Baie d'Hudson
Décembre	18	95-12-18	9,0	1 675	10,00	99,13	10,150	Hôpital Douglas
	18	95-12-18	9,0	2 520	10,00	99,13	10,150	Centre de Santé Ste-Famille
	18	95-12-18	9,0	28 100	10,00	99,75	10,043	Corp. d'Héberg. du Québec
	19	91-12-19	5,0	2 150	9,50	98,40	9,910	Hôpital Ste-Croix
Total			**8,54**	**126 905**	**9,66[4]**	**98,79[4]**	**9,926[4]**	

1. Lorsqu'il s'agit d'échéance en séries, la durée indiquée correspond à une moyenne pondérée qui prend en considération la durée et la somme à rembourser, et ce, à chaque échéance.
2. En dollars canadiens.
3. Moyenne pondérée dans le cas d'émissions en plusieurs tranches.
4. Moyenne pondérée.

Tableau 22
Détail des emprunts à long terme de l'université du Québec, janvier-décembre 1986

	Date		Durée	Valeur nominale[1]	Taux d'intérêt	Prix à l'emprunteur	Coût réel
	Émission	Échéance	Années	'000 $	%	$	%
Avril	03	96-04-03	10,0	15 000	10,50	99,50	10,580
Décembre	16	93-12-16	7,0	50 000 (EURO-CAN)	10,00 A	98,03	10,150
Total			**7,72**	**65 000**	**9,932**	**98,372**	**10,2492**

A Coupon annuel.
1. En dollars canadiens.
2. Moyenne pondérée.

Tableau 23
Détail des emprunts à long terme des communautés urbaines et régionales, Québec, janvier-décembre 1986

	Date		Durée	Valeur nominale[1]	Taux d'intérêt[2]	Prix à l'emprunteur	Coût réel	Emprunteur
	Émission	Échéance	Années	'000 $	%	$	%	
Avril	23	06-04-23	20,0	75 000	9,92	98,72	10,203	CUM
	30	96-04-30	10,0	20 000 (EURO-CAN)	9,75 A	97,75	9,876	CUQ
Juin	26	96-06-26	10,0	35 000 (EURO-CAN)	9,50 A	98,36	9,533	CUQ
Août	11	96-08-11	10,0	40 000 (FS 40 000)	6,75 A	97,63	9,000	CUM
Novembre	06	96-11-06	10,0	75 000 (EURO-CAN)	10,13 A	99,15	10,010	CUM
	24	91-11-24	5,0	5 323	9,49	98,39	10,128	CRO
Décembre	15[3]	26-12-15	40,0	1 253	9,50	100,00	9,500	CUM
	15[3]	26-12-15	40,0	9 949	10,00	100,00	10,000	CUM
	15[3]	26-12-15	40,0	523	10,50	100,00	10,500	CUM
	15[3]	26-12-15	40,0	1 134	11,00	100,00	11,000	CUM
	29	91-12-29	5,0	1 629	9,38	98,03	10,037	Adm. régionale Kativik
Total			**14,2[4]**	**264 810**	**9,43[4]**	**98,61[4]**	**9,844[4]**	

A Coupon annuel.
1. En dollars canadiens.
2. Moyenne pondérée des différents taux de l'émission.
3. Vente d'émission d'obligation-annuité à la SCHL.
4. Moyenne pondérée.

Tableau 24
Détail des emprunts à long terme d'Hydro-Québec, janvier-décembre 1986

	Date		Durée	Valeur nominale		Taux d'intérêt	Prix à l'emprunteur	Coût réel
				$ canadiens	En devises			
	Émission	Échéance	Années	'000 $		%	$	%
Janvier	03	91-02-18	5,1	50 000		9,85	99,75	9,910
	06	88-05-06	2,3	100 000		10,50	100,00	10,500
	15	91-02-18	5,1	50 000		9,85	99,75	9,910
Février	03	91-02-18	5,0	50 000		12,38	99,75	13,890
	18	91-02-18	5,0	50 000		12,38	99,75	13,890
	28	94-02-28	8,0	69 306	(¥ 10 000 000)	6,63 A	99,13	6,659
Mars	01	26-03-01	40,0	7 250[1]	(US 5 218)	8,88	98,86	8,980
	01	26-03-01	40,0	13 776	(US 10 000)	8,88	98,86	8,980
Avril	15	26-04-15	40,0	11 991[2]	(US 8 705)	8,25	98,50	8,390
Mai	01	01-05-01	15,0	150 000	(EURO-CAN)	9,50 A	97,75	9,561
Juillet	22	90-03-13	3,6	100 000		9,00	100,00	9,000
	31	96-07-31	10,0	150 000	(EURO-CAN)	9,25 A	98,88	9,218
Août	19	94-08-19	8,0	65[3]	(FS 789)	4,75 A	97,94	5,007
	20	96-03-20	10,0	81[4]	(US 586)	8,18	99,81	8,200
Septembre	09	2085-09-09	99,0[5]	552 280	(EURO-US 400 000)	5,81 A	99,60	5,757
Novembre	04	94-11-04	8,0	65 000		9,50	98,90	9,700
	28	89-11-28	3,0	25 000		9,25	98,87	9,690
Décembre	02	96-12-02	10,0	100 000		9,25	100,19	9,220
	02	96-12-02	10,0	265 000		9,25	97,98	9,570
Total			**36,5[6]**	**1 811 074**		**8,32[6]**	**99,17[6]**	**8,513[6]**

A Coupon annuel.
1. Émission de 333,5 millions dont 326,2 millions pour fins de renégociation.
2. Émission de 344,4 millions dont 332,4 millions pour fins de renégociation.
3. Émission de 62,4 millions dont 61,7 millions pour fins de renégociation.
4. Émission de 100,1 millions dont 99,3 millions pour fins de renégociation.
5. Emprunt perpétuel.
6. Moyenne pondérée.

Tableau 25
Détail des emprunts à long terme des entreprises publiques de transport en commun, Québec, janvier-décembre 1986

	Date		Durée	Valeur nominale[1]	Taux d'intérêt[2]	Prix à l'emprunteur	Coût réel	Emprunteur
	Émission	Échéance	Années	'000 $	%	$	%	
Janvier	06	93-01-06	7,0	7 694	10,05	98,18	10,587	Société de transport de la Ville de Laval
Mars	17	91-03-17	5,0	1 300	10,16	98,60	10,618	Corp. intermunicipale de transport des Forges
Juin	02	91-06-02	5,0	1 765	8,98	98,54	9,458	Corp. intermunicipale de transport du Saguenay
Juillet	07	91-07-07	5,0	2 525	9,37	97,51	10,160	Commission de transport de la communauté régionale de l'Outaouais
	14	91-07-14	5,0	7 775	9,39	97,38	10,194	Société de transport de la Ville de Laval
Août	04	91-08-04	5,0	20 000	9,50	97,70	10,097	Commission de transport de la communauté urbaine de Québec
	04	91-08-04	5,0	2 306	9,40	97,37	10,239	Société de transport de la rive-sud de Montréal
Novembre	19	96-11-19	10,0	33 000	9,62	97,79	10,320	Société de transport de la communauté urbaine de Montréal
Total			**7,43**	**76 365**	**9,59[3]**	**97,77[3]**	**10,253[3]**	

1. En dollars canadiens.
2. Moyenne pondérée des différents taux de l'émission.
3. Moyenne pondérée.

Définitions générales

Les tableaux portant sur le financement à long terme présentent, pour une année civile, les valeurs nominales annuelles et mensuelles des emprunts bruts à long terme du secteur public québécois, la durée de ces derniers ainsi qu'une estimation du coût réel du capital emprunté.

Les emprunts à long terme comprennent les obligations, les billets d'une durée supérieure ou égale à un an, les emprunts hypothécaires et les emprunts bancaires. Ils sont enregistrés à leur date d'émission, c'est-à-dire la date à partir de laquelle les intérêts commencent à courir.

Par monnaie, on entend l'unité avec laquelle on paie l'emprunt. Les emprunts en monnaie étrangère sont convertis en dollars canadiens selon le taux de change en vigueur au moment où ils sont contractés. Lorsque la monnaie n'est pas spécifiée, c'est qu'il s'agit de monnaie canadienne.

Comme l'enquête statistique repose sur les relevés d'emprunts et non sur les rapports de la dette aux divers bilans, il s'ensuit que les emprunts bruts incluent tous les contrats d'emprunts, quel qu'en soit le rôle dans la gestion de la dette. Ainsi, les emprunts du secteur public peuvent inclure des emprunts dont le produit est versé au fonds général ou à des fonds spécifiques d'immobilisation, ou encore au remboursement d'emprunts antérieurs échus. Toutefois, les renégociations d'emprunts, ne sont pas incluses, car elles n'impliquent pas de nouveau montant, mais seulement des modifications aux conditions d'emprunt.

Les emprunts bruts à long terme ne tiennent pas compte des remboursements, des rachats et des annulations. Ils n'expriment donc pas l'accroissement de la dette du secteur public ni l'encaissement net du produit des opérations d'emprunts d'un point de vue de trésorerie. Ils reflètent plutôt la demande de capitaux à long terme.

Conditions inhérentes aux emprunts

Les conditions inhérentes aux emprunts sont la durée, le taux d'intérêt, le prix et le coût réel à l'emprunteur. Rappelons que la valeur nominale (ou valeur au pair) représente le capital (ou principal) que l'emprunteur s'engage à rembourser à l'échéance.

La durée (ou terme) désigne la période de l'engagement, soit la période comprise entre la date d'émission et la date d'échéance des emprunts, date à laquelle le principal est remboursé.

Le taux d'intérêt est exprimé en pourcentage de la valeur au pair et fixe simplement le montant des intérêts à verser.

Le prix (ou le cours) dans le cas des obligations est défini comme le prix à l'emprunteur. Si, pour une obligation de 1 000 $, l'emprunteur reçoit 1 000 $, on dira que le prix

est égal à 100 et qu'elle est vendue au pair. Un prix inférieur (ex.: égal à 98) signifie qu'elle est vendue à escompte. Le prix, exprimé lui aussi en pourcentage de la valeur au pair, détermine donc pour l'emprunteur la recette de la vente d'obligations. À noter qu'il s'agit du prix de souscription négocié entre l'organisme public qui émet l'obligation et son courtier, et non le prix auquel le courtier revend celle-ci sur le marché. L'écart entre le prix de souscription et le prix à l'acheteur constitue la rémunération du courtier pour ses services et ses risques de mévente.

Alors qu'une obligation vendue au pair représente un coût égal au taux d'intérêt, celle vendue à escompte, parce qu'elle procure des recettes réduites, coûte effectivement à l'emprunteur plus que le taux d'intérêt, et inversement pour les ventes à prime. De plus, la durée de l'obligation affecte la valeur de remboursement en intérêt et capital.

Le coût réel à l'emprunteur est une mesure du coût du capital emprunté qui tient compte du taux d'intérêt nominal, de la duré et du prix. Le calcul du coût réel s'effectue sur une base semestrielle, c'est-à-dire que les intérêts sont versés deux fois l'an.

Enfin, le coût réel moyen pondéré et la durée moyenne pondérée sont des mesures qui tiennent compte de la valeur des emprunts. Par exemple, pour calculer le coût réel moyen pondéré des emprunts d'un organisme donné pour le mois de janvier, on multiplie pour chaque emprunt de ce mois son coût réel par sa valeur, on additionne les résultats obtenus et on divise par la valeur totale des emprunts de janvier de l'organisme en question.

Univers de l'enquête

Les données de cette publication réfèrent au financement des activités du secteur public québécois, c'est-à-dire des activités sur lesquelles le gouvernement du Québec et les représentants locaux peuvent effectivement exercer leur contrôle, directement ou par délégation de pouvoir.

Ainsi, l'univers du secteur public québécois[1] comprend:

- l'ensemble des organismes appartenant aux divers paliers de gouvernement;
- les organismes à but non lucratif n'appartenant pas à l'État, qui rendent essentiellement des services aux ménages, et qui sont en totalité ou en majeure partie financés et contrôlés par les pouvoirs publics.

Pour préciser ce qu'on entend par contrôle, nous dirons qu'un gouvernement exerce un "contrôle effectif" sur un organisme lorsque celui-ci respecte les trois conditions suivantes:

- les services qu'il rend doivent être définis par des lois ou des règlements;
- son budget doit être soumis à l'approbation d'un gouvernement;
- la désignation de ses administrateurs doit suivre la procédure déterminée par une loi.

---

1. Bureau de la statistique du Québec, Univers du secteur public au Québec 1986, Québec, 1987, 118 pages.

Selon la nature de leurs activités, les organismes composant le secteur public se divisent en deux catégories: les administrations publiques et les entreprises publiques. Les administrations publiques ont pour fonction principale de fournir certains biens publics à des fins non commerciales.

Quant aux entreprises publiques, ce sont des corporations appartenant à l'État, dont le but est de produire des biens ou des services destinés à être vendus sur le marché libre à des prix établis en fonction des coûts.

Un gouvernement est considéré comme propriétaire d'une entreprise quand il détient plus de 50 % du capital-actions ayant droit de vote. Les filiales des entreprises publiques, dans la mesure où plus de 50 % de leur capital-actions appartient à une ou plusieurs entreprises publiques, sont considérées comme des entreprises publiques.

Au Québec, ces organismes publics se retrouvent sous trois paliers de juridiction: fédéral, provincial et local. Afin de couvrir prioritairement les organismes relevant de la compétence québécoise et sur lesquelles le gouvernement du Québec et les représentants locaux peuvent effectivement exercer leur influence, les organismes de juridiction fédérale sont exclus de la présente publication mais ils font partie de "l'univers du secteur public au Québec".

La demande de financement du secteur public québécois est entièrement couverte. La demande de financement des offices municipaux d'habitation est couverte de façon implicite en partie par le biais des emprunts de la Société d'habitation du Québec et en partie par ceux des municipalités.

De plus, les emprunts des municipalités locales regroupent ceux effectués pour les besoins des municipalités et des régies intermunicipales.

En terminant, notons que les emprunts des universités autres que l'Université du Québec sont exclus du secteur public, ces universités ne respectant pas les conditions de contrôle effectif. Il en est de même des établissements privés de santé et de services sociaux et des institutions privées à but non lucratif.